

I MAG

By Ladj

MAI
22 | 26

**L'intelligence artificielle
sera-t-elle au cœur
des élections de 2026 ?**

Nourdine Bihmane,
le Franco-Marocain
qui veut mettre l'IA
au service de l'humain

Trump, l'alien et l'IA :
quand la Maison-Blanche
flirte avec la science-fiction

PME MAROCAINES

**L'IA, ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE
OU NOUVELLE DÉPENDANCE ?**

N°: 05

Dossier spécial de **Hicham EL AADNANI**

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
version non-commerciale

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

EDITO

PME MAROCAINES : L'IA, ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE OU NOUVELLE DÉPENDANCE ?

Nourdine Bihmane, le Franco-Marocain qui veut mettre l'IA au service de l'humain

L'intelligence artificielle sera-t-elle au cœur des élections de 2026 ?

Trump, l'alien et l'IA : quand la Maison-Blanche flirte avec la science-fiction

IA, start-ups et pénurie d'eau : la leçon Bangalore pour le Maroc numérique

La monnaie programmable : un enjeu de souveraineté pour le Maroc

L'intelligence artificielle face au silence des valeurs humaines

Café IA à Fès : Wald Maâlam ouvre le débat sur ce que les LLM ne disent pas

IA, école, travail : et si le Maroc regardait enfin le futur en face ?

De l'indice de maturité IA marocain à un indice européen de souveraineté numérique et cognitive : la vision portée par l'AI4Morocco

Bachir Benslimane : « Nous n'avons pas créé un simple chatbot, mais un vrai cerveau financier pour le crédit immobilier »

IA générative : le retour du paradoxe de la productivité

Robots humanoïdes : non, ce n'est plus un sujet pour 2050 mais pour 2030

L'IA coûte-t-elle plus cher que l'humain ?

Data centers marocains : le mythe du 100 % souverain

L'IA souveraine ne se décrète pas, elle se construit

OpenAI face à une plainte après un drame lié aux conseils médicaux de ChatGPT

IA, LLM et responsabilité : le Maroc face au défi réglementaire

WhatsApp en mode secret : l'IA qui veut devenir votre nouveau confident

Casablanca Broadcast Days 2026 : le rendez-vous AV à ne pas manquer les 9 et 10 juin



By Ladj



Imprimerie Arrissala

95

MAI | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

CONTRIBUTEURS : DR AZ-EDDINE BENNANI - MAMOUNE ACHARKI -
MAMADOU BILALY COULIBALY - MOHAMED AIT BELLAHCEN - BASMA BERRADA -
PATRICIA GOMBO BOKI - SALMA CHMANTI HOUARI
WEBDESIGNER / COUVERTURE : IMAD BEN BOURHIM
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

PME MAROCAINES :

L'IA, ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE OU NOUVELLE DÉPENDANCE ?

Entre gains de productivité, souveraineté numérique et pression concurrentielle, les PME marocaines entrent dans une phase décisive de leur transition technologique.

Dans une PME de Casablanca ou de Tanger, un dirigeant peut aujourd'hui rédiger une proposition commerciale, analyser des ventes, générer un compte rendu de réunion ou préparer une relance client en quelques minutes grâce à l'intelligence artificielle. Ce qui nécessitait hier plusieurs heures de travail administratif devient progressivement automatisable.

Pour les PME marocaines, la promesse est considérable : gagner du temps, réduire certains coûts, améliorer la productivité et accélérer la prise de décision. Mais derrière cette accélération technologique se dessine une autre réalité, plus sensible : dépendance aux plateformes étrangères, exposition des données stratégiques et perte de contrôle sur des outils devenus centraux dans le fonctionnement de l'entreprise.

Dans ce contexte, le lancement du PACTE TPME par Maroc PME, en avril 2026, intervient à un moment charnière. L'intelligence artificielle n'est plus un sujet réservé aux multinationales ou aux start-up technologiques. Elle devient une question de compétitivité pour l'ensemble du tissu entrepreneurial marocain.

L'IA devient un enjeu économique pour les PME marocaines

La stratégie Maroc Digital 2030 place clairement les PME et TPME au cœur de la transformation numérique du pays. Ce choix n'est pas anodin : ces entreprises représentent plus de 90 % du tissu économique national et constituent le principal réservoir d'emplois formels.

Longtemps perçue comme une technologie complexe et coûteuse, l'intelligence artificielle devient progressivement accessible à des structures de taille moyenne. Les outils génératifs, les assistants automatisés et les plateformes d'analyse de données ne sont plus réservés aux grands groupes internationaux.

Cette évolution intervient dans un contexte de concurrence internationale de plus en plus agressive. Dans l'automobile, le textile, l'agroalimentaire ou les services, les standards de productivité évoluent rapidement. Les concurrents turcs, portugais ou asiatiques des industriels marocains investissent déjà massivement dans l'automatisation et l'optimisation numérique.

Pour de nombreuses PME marocaines, le risque n'est donc plus seulement de manquer une innovation technologique. Il est de perdre progressivement en compétitivité sur les délais, les coûts et la réactivité.

Par

Hicham EL AADNANI

Consultant en intelligence stratégique et risques géopolitiques



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

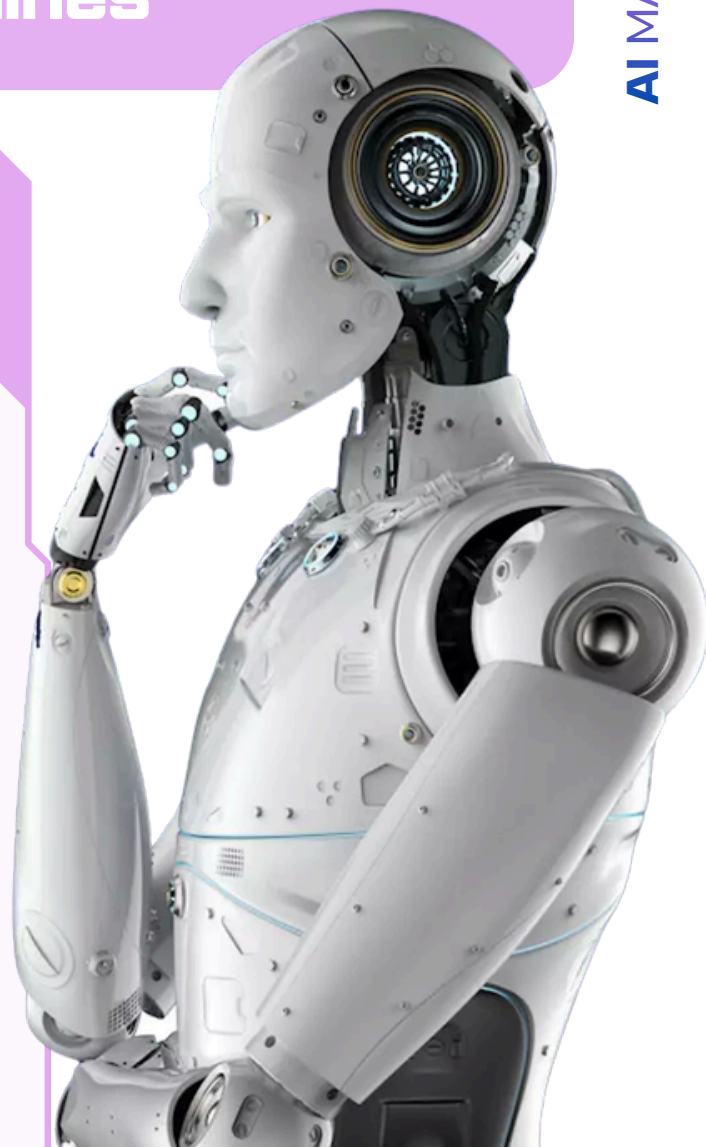
L'IA devient un enjeu économique pour les PME marocaines

L'IA devient un enjeu économique pour les PME marocaines. La stratégie Maroc Digital 2030 place clairement les PME et TPME au cœur de la transformation numérique du pays. Ce choix n'est pas anodin : ces entreprises représentent plus de 90 % du tissu économique national et constituent le principal réservoir d'emplois formels.

Longtemps perçue comme une technologie complexe et coûteuse, l'intelligence artificielle devient progressivement accessible à des structures de taille moyenne. Les outils génératifs, les assistants automatisés et les plateformes d'analyse de données ne sont plus réservés aux grands groupes internationaux.

Cette évolution intervient dans un contexte de concurrence internationale de plus en plus agressive. Dans l'automobile, le textile, l'agroalimentaire ou les services, les standards de productivité évoluent rapidement. Les concurrents turcs, portugais ou asiatiques des industriels marocains investissent déjà massivement dans l'automatisation et l'optimisation numérique.

Pour de nombreuses PME marocaines, le risque n'est donc plus seulement de manquer une innovation technologique. Il est de perdre progressivement en compétitivité sur les délais, les coûts et la réactivité.



Le PACTE TPME lancé par Maroc PME vise précisément à accompagner cette transition. Le programme entend moderniser les entreprises marocaines à travers la digitalisation, la montée en compétences et l'amélioration de la performance opérationnelle. L'intelligence artificielle y apparaît désormais comme un outil de transformation concret et non plus comme un simple sujet prospectif.

Des gains de productivité désormais mesurables

L'un des principaux arguments en faveur de l'IA reste son impact direct sur la productivité. Plusieurs études internationales estiment que l'IA générative pourrait automatiser entre 20 % et 30 % des tâches administratives répétitives dans certaines fonctions support.

Pour les dirigeants de PME, souvent contraints de cumuler fonctions commerciales, administratives et stratégiques, ce gain de temps peut devenir déterminant. Microsoft estime par exemple que les outils d'IA permettent à certains cadres et managers de récupérer entre une et deux heures de travail par jour sur des tâches répétitives.

Les usages les plus immédiats concernent le marketing, le service client et l'administration. La rédaction d'emails, la préparation de devis, les réponses commerciales standardisées ou la production de contenus peuvent désormais être accélérées par des assistants IA.

Dans les ressources humaines, certains outils permettent déjà d'automatiser une partie du tri des candidatures, de la gestion documentaire ou du suivi administratif. En comptabilité et en finance, l'automatisation du traitement des factures et des rapprochements bancaires réduit considérablement certaines tâches manuelles.

Mais le véritable changement se situe probablement ailleurs : dans l'émergence de l'IA prédictive. L'objectif n'est plus seulement de produire du texte ou d'automatiser des formulaires, mais d'aider à anticiper des situations.



Prévoir des ruptures de stock, identifier des retards de paiement potentiels, optimiser des tournées logistiques ou analyser des tendances commerciales devient progressivement accessible à des entreprises de taille moyenne.

Cette évolution transforme la manière dont certaines décisions sont prises. L'IA ne remplace pas le dirigeant, mais elle modifie les outils à sa disposition pour arbitrer plus rapidement et avec davantage de données.

Le risque d'une dépendance technologique mal maîtrisée

Cette promesse de productivité ne doit toutefois pas masquer les risques associés à une adoption précipitée.

Le premier obstacle reste le manque de compétences internes. Dans une grande partie des PME marocaines, il n'existe ni responsable de la transformation numérique ni expertise suffisante pour évaluer les outils proposés par le marché.

Cette situation crée une forte dépendance envers des prestataires extérieurs ou des plateformes étrangères dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux de l'entreprise.

Le deuxième risque concerne les données. De nombreuses solutions d'intelligence artificielle fonctionnent sous forme de services cloud hébergés à l'étranger. Les entreprises y injectent parfois des informations sensibles – données clients, contrats, informations commerciales ou financières – sans réelle visibilité sur leur utilisation ou leur stockage.

La question devient particulièrement sensible avec les grands modèles américains, hébergés sur des infrastructures soumises à des législations extraterritoriales comme le Cloud Act américain.

Parallèlement, de nouveaux modèles open source, souvent issus d'acteurs européens ou chinois, gagnent du terrain. Certains peuvent être déployés localement sur les serveurs de l'entreprise, limitant ainsi le transfert de données vers des plateformes étrangères.



Mais cette solution ne règle pas tout. Héberger un modèle localement ne garantit pas nécessairement une maîtrise complète de son fonctionnement. Les données d'entraînement, les biais algorithmiques et les logiques internes de certains modèles restent souvent opaques.

Autrement dit, la souveraineté technique ne garantit pas automatiquement la maîtrise réelle des outils et des résultats qu'ils produisent.

Reprendre le contrôle : vers une IA plus souveraine

Face à ces risques, les PME marocaines doivent adopter une approche plus structurée et plus progressive de l'IA.

La première priorité concerne la protection des données. Pour les informations sensibles, l'hébergement sur des infrastructures locales ou souveraines peut limiter l'exposition à certaines réglementations étrangères.

Le principe du « Privacy by Design » – intégrer les exigences de protection des données dès la conception des projets – devient également essentiel, notamment dans le cadre de la loi marocaine 09-08 relative à la protection des données personnelles.

La deuxième piste repose sur l'open source. Des modèles comme Mistral ou Llama offrent davantage de flexibilité et de contrôle que certaines solutions propriétaires entièrement fermées.

Leur déploiement demande davantage de compétences techniques, mais il permet aux entreprises de mieux maîtriser leurs données et de personnaliser les outils selon leurs besoins.

Enfin, le Maroc pourrait avoir intérêt à développer progressivement des modèles spécialisés adaptés à ses réalités économiques et linguistiques : outils intégrant la darija, réglementation marocaine, procédures douanières ou spécificités du droit commercial local.



Les grands modèles internationaux restent principalement entraînés sur des corpus anglophones ou occidentaux. Leur efficacité peut donc montrer certaines limites dans des contextes métiers très spécifiques au marché marocain.

Une transition qui nécessite accompagnement et méthode

Pour les PME qui débutent leur transition numérique, l'approche la plus réaliste reste celle du test progressif.

Plutôt que de transformer brutalement toute l'organisation, de nombreuses entreprises commencent par expérimenter l'IA sur quelques tâches ciblées : relances clients, génération de comptes rendus, traitement documentaire ou assistance commerciale.

Cette méthode permet de mesurer rapidement les gains réels, d'identifier les limites des outils et d'obtenir l'adhésion des équipes avant des investissements plus importants.

Le rôle des dispositifs publics devient ici central. Le PACTE TPME de Maroc PME constitue désormais un cadre central d'accompagnement des entreprises dans leur modernisation numérique.

D'autres mécanismes existent déjà. Les programmes Imtiaz Digital et Moussanada peuvent soutenir une partie des investissements liés à la transformation numérique, tandis que l'ANAPEC propose des dispositifs de cofinancement pour certaines formations.

Le partenariat « Génération AI : Booster 1000 PME Marocaines », porté par la CGEM, la BERD et LinkedIn, illustre également l'intérêt croissant des acteurs publics et privés pour l'intégration de l'intelligence artificielle dans le tissu économique marocain.

Au-delà des effets d'annonce, cette coordination montre que la question de l'IA est désormais considérée comme un enjeu économique national.



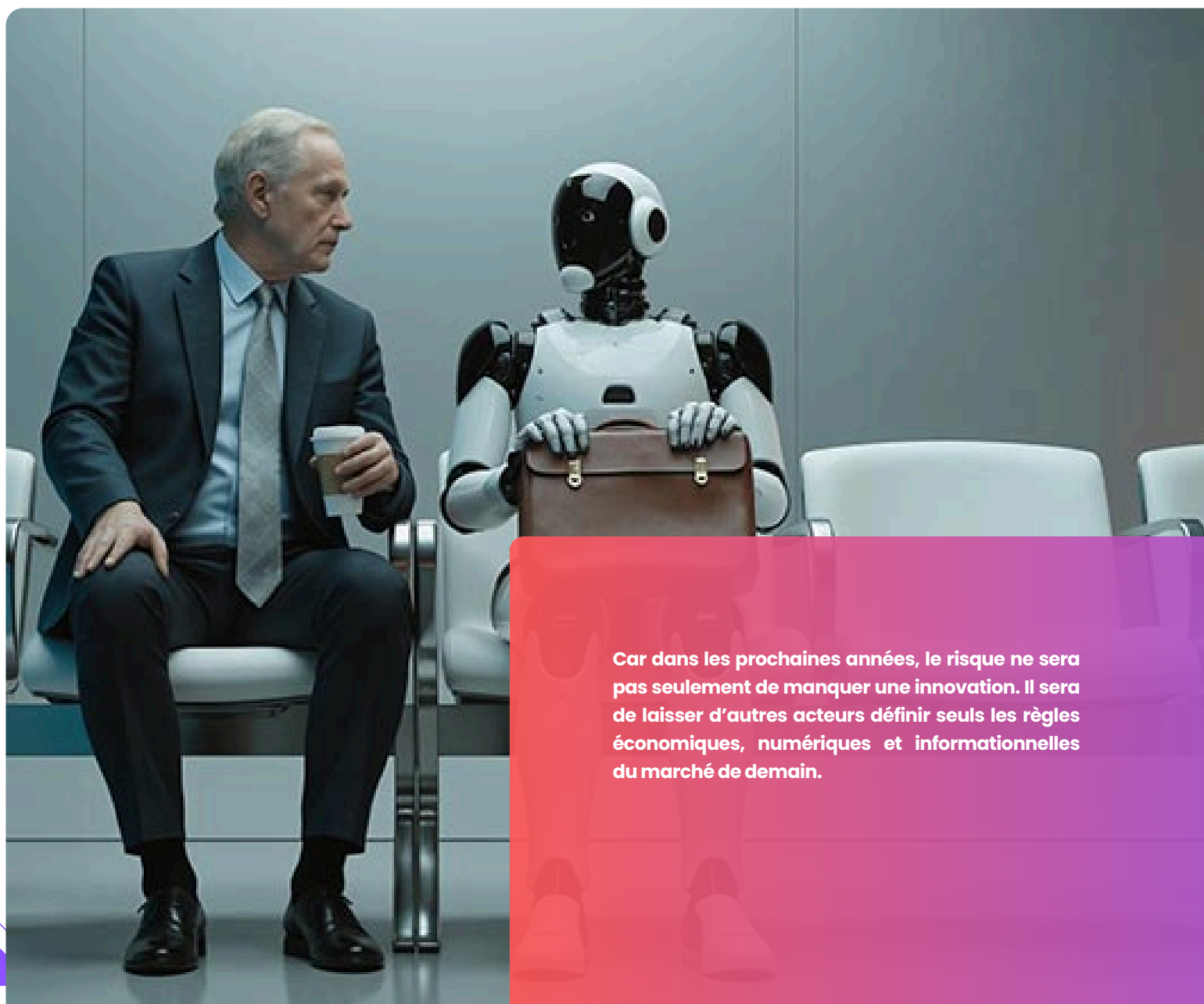
L'IA ne remplacera pas la vision du dirigeant

L'intelligence artificielle ne constitue ni une solution miracle ni une menace abstraite. Elle devient avant tout un outil de productivité et d'aide à la décision dont l'impact dépendra largement de la manière dont les entreprises l'utilisent.

Pour les PME marocaines, l'enjeu dépasse aujourd'hui la simple modernisation technologique. Il s'agit de réussir une transition numérique sans abandonner la maîtrise des données, des outils et des choix stratégiques.

Les outils existent. Les financements commencent à se structurer. Les usages se démocratisent rapidement. Mais l'intelligence artificielle n'attendra pas que toutes les entreprises soient prêtes. Elle redéfinit déjà les standards de compétitivité dans l'industrie, les services et le commerce.

La véritable question n'est donc plus de savoir si les PME marocaines doivent adopter l'IA, mais dans quelles conditions elles peuvent le faire sans devenir dépendantes de technologies qu'elles ne maîtrisent ni techniquement, ni économiquement, ni juridiquement.



Car dans les prochaines années, le risque ne sera pas seulement de manquer une innovation. Il sera de laisser d'autres acteurs définir seuls les règles économiques, numériques et informationnelles du marché de demain.

Nourdine Bihmane, le Franco-Marocain qui veut mettre l'IA au service de l'humain

Il s'appelle Nourdine Bihmane. Franco-marocain, né en 1977, il est aujourd'hui directeur général de Konecra, groupe mondial spécialisé dans l'expérience client, les services digitaux et désormais la transformation par l'intelligence artificielle. Sa nomination à la tête du groupe a été annoncée en avril 2024. Konecra revendique une présence internationale, avec plus de 100.000 collaborateurs et une activité dans plusieurs dizaines de pays.

Son parcours raconte une ascension discrète mais solide. Ingénieur formé à l'Université Pierre-et-Marie-Curie, passé aussi par Princeton et l'INSEAD, Nourdine Bihmane a construit l'essentiel de sa carrière chez Atos, où il a exercé des responsabilités internationales avant d'en devenir directeur général. Il y a dirigé des équipes en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

À la tête de Konecra, il hérite d'un secteur en pleine mutation : les centres de contact, longtemps associés à l'externalisation classique, entrent dans l'âge de l'IA générative. Avec le plan triennal Katalyst2028, Konecra veut faire de l'intelligence artificielle un levier de transformation de l'expérience client.

Mais le point le plus intéressant de son discours tient à sa prudence humaniste. Là où beaucoup annoncent brutalement la disparition des métiers, Bihmane défend plutôt l'idée d'une montée en compétence. L'IA ne serait pas seulement une machine à remplacer, mais un outil pour augmenter, former, réorganiser.



Nourdine Bihmane

Le Franco-Marocain qui veut mettre l'IA au service de l'humain

Ce positionnement mérite attention. Car il vient d'un dirigeant placé au cœur d'un secteur directement exposé à l'automatisation. Autrement dit, son discours n'est pas théorique : il se joue dans des milliers d'emplois, de formations, de reconversions et de modèles économiques.

Pour le Maroc, son profil résonne fortement. Il incarne une génération de dirigeants issus de la double culture, capables de circuler entre l'Europe, l'Afrique et les marchés mondiaux. À travers lui, une question se pose : le Maroc restera-t-il un simple réservoir de services externalisés, ou deviendra-t-il un vrai hub de compétences IA ?

Nourdine Bihmane n'est donc pas seulement un patron de plus dans la tech mondiale. Il est peut-être l'un des visages d'une transition plus profonde : celle d'une économie où l'intelligence artificielle impose aux entreprises de choisir entre deux modèles. L'un, froid, réduit l'humain à un coût. L'autre tente d'en faire une compétence augmentée. Toute la bataille est là.

Trump, l'alien et l'IA : quand la Maison-Blanche flirte avec la science-fiction

Donald Trump a encore réussi à transformer un simple post en phénomène viral. Cette fois, ce n'est ni une déclaration choc ni une formule assassine, mais une image générée par intelligence artificielle : on y voit le président américain aux côtés d'un extraterrestre, dans un décor de base militaire façon zone secrète. L'image a été publiée sur Truth Social dans une série de visuels surréalistes mêlant aliens, guerre spatiale et mise en scène présidentielle.

Trump, l'alien et l'IA

quand la Maison-Blanche flirte avec la science-fiction



Le timing a évidemment nourri toutes les spéculations. Selon plusieurs médias, cette publication est intervenue après la diffusion de nouveaux éléments liés aux dossiers UFO/UAP, sans pour autant apporter de preuve d'une vie extraterrestre. Résultat : les réseaux sociaux se sont enflammés.

Certains y ont vu une plaisanterie trumpienne de plus ; d'autres, un clin d'œil volontaire à l'univers des secrets militaires américains.

Mais l'affaire dit surtout quelque chose de notre époque. Une image IA, même absurde, peut désormais produire un événement politique. Elle n'informe pas vraiment, mais elle suggère, trouble, amuse et polarise. Dans le cas Trump, c'est presque une méthode : occuper l'espace médiatique par l'image, le choc et l'ambiguïté.

L'extraterrestre n'a peut-être jamais existé. Mais le buzz, lui, est bien réel. Et dans l'Amérique de 2026, il suffit parfois d'un alien numérique pour relancer un vieux fantasme national : que nous cache vraiment le pouvoir ?

**Adnane
Benchakroun**

L'intelligence artificielle sera-t-elle au cœur des élections de 2026 ?

À l'approche des élections législatives de 2026, les débats commencent progressivement à s'installer autour des questions économiques, sociales et territoriales. Pouvoir d'achat, emploi, santé, école, investissements, protection sociale ou encore gestion des territoires reviendront naturellement au cœur des discours politiques.

Mais derrière ces thèmes visibles, une autre question stratégique s'impose progressivement : celle de la souveraineté numérique et de l'intelligence artificielle.

Depuis plusieurs décennies, Wald Maâlam attire l'attention sur le fait que l'intelligence artificielle et, plus largement, le phénomène numérique, ne constituent pas uniquement des innovations technologiques.

Ils représentent désormais des infrastructures de production, d'influence, de gouvernance et de transformation des sociétés.

Celui qui maîtrise les données, les algorithmes, les plateformes et les infrastructures numériques influence progressivement l'économie, les comportements, les connaissances, l'éducation, la culture et même les représentations collectives.

Dans ce contexte, le Maroc ne peut plus considérer l'IA comme un simple sujet de modernisation administrative ou de communication institutionnelle. L'enjeu dépasse largement le numérique. Il touche à la souveraineté nationale elle-même.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des grands modèles d'IA générative utilisés dans le monde proviennent d'un nombre très limité de grandes puissances technologiques et de plateformes dominantes.

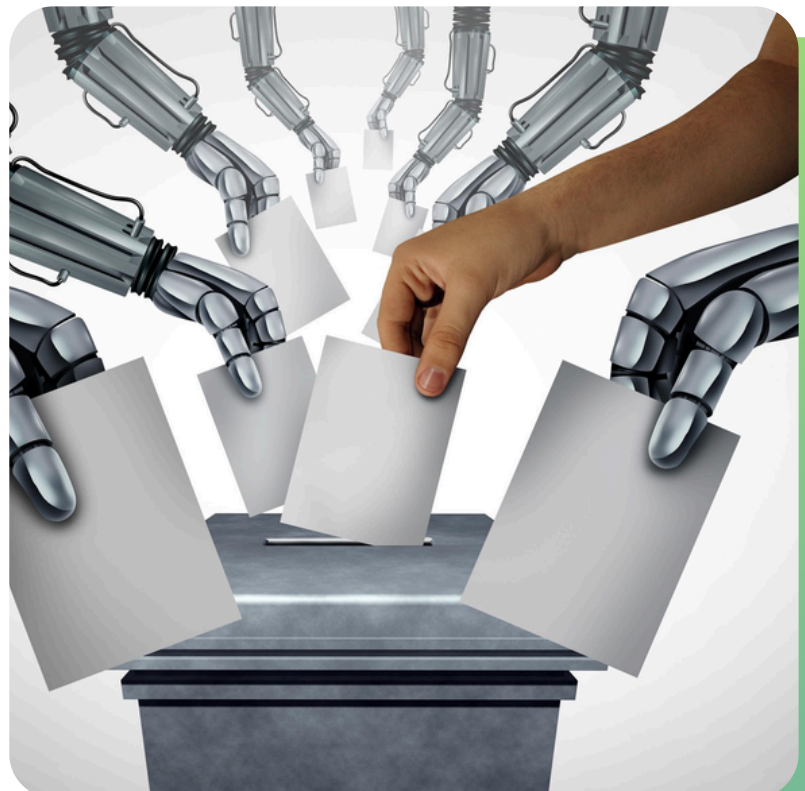
Ces systèmes ne transportent pas uniquement des technologies.

Ils véhiculent également des visions du monde, des langues dominantes, des modèles culturels, des logiques économiques et des représentations sociales souvent éloignées des réalités marocaines et africaines.

Le véritable défi du Maroc n'est donc pas simplement d'utiliser l'IA. Il est de savoir comment l'utiliser sans perdre sa capacité de décision, sa diversité culturelle, sa souveraineté cognitive et ses priorités stratégiques.

Les prochaines élections devraient ainsi ouvrir un véritable débat national sur plusieurs questions fondamentales :

- Qui contrôlera les données stratégiques du Maroc ?
- Comment protéger les citoyens face aux manipulations algorithmiques et aux deepfakes ?
- Comment préparer l'école marocaine à l'ère des IA génératives ?
- Comment protéger les langues nationales et les contenus culturels marocains ?
- Comment accompagner les PME et les artisans face à l'automatisation ?
- Comment éviter une nouvelle fracture numérique entre territoires, générations et catégories sociales ?
- Comment construire une gouvernance éthique et souveraine de l'IA ? Ces sujets concernent directement la démocratie, l'économie et la cohésion sociale.



Le risque serait de réduire l'intelligence artificielle à un simple slogan électoral ou à une opération de communication technologique.

Le Maroc a besoin d'une réflexion beaucoup plus profonde, systémique et pragmatique.

Wald Maâlam rappelle souvent qu'un algorithme est avant tout une manière de penser avant d'être un programme informatique.

Derrière chaque système d'IA se cachent des choix humains, des modèles économiques, des visions politiques et des intérêts stratégiques. Penser l'IA, c'est donc aussi penser le modèle de société que nous voulons construire.

Le Royaume possède pourtant plusieurs atouts importants : une stabilité institutionnelle reconnue, une jeunesse connectée, des compétences scientifiques et techniques, une diaspora hautement qualifiée, une position géographique stratégique et une capacité croissante à dialoguer avec l'Europe, l'Afrique et le monde arabe.

Mais ces atouts doivent désormais être structurés autour d'une véritable vision nationale de la souveraineté numérique.

Le Maroc pourrait devenir un acteur important d'une IA frugale, éthique et adaptée aux réalités africaines et méditerranéennes. Une IA qui ne soit pas seulement importée, mais pensée à partir des besoins locaux, des langues locales et des réalités économiques et sociales du pays.

À quelques mois des élections législatives, il devient donc essentiel que les partis politiques, les institutions, les universités, les entreprises, les associations et les citoyens ouvrent un débat national sérieux sur ces questions.

Car demain, gouverner un pays ne consistera plus uniquement à gérer des budgets, des infrastructures ou des administrations. Gouverner impliquera également de comprendre et de maîtriser les systèmes numériques, les plateformes, les données et les algorithmes qui structurent désormais notre quotidien.



Dr Az-Eddine Bennani.

La souveraineté du XXIe siècle se jouera aussi dans les architectures invisibles du numérique. Et le Maroc gagnerait à anticiper dès aujourd'hui cette transformation profonde plutôt qu'à la subir demain.

IA, start-ups et pénurie d'eau : la leçon Bangalore pour le Maroc numérique !

Bangalore fascine parce qu'elle raconte l'une des grandes promesses du XXI^e siècle : une ville qui, en quelques décennies, est passée d'un ancien centre agricole surnommé le « jardin de l'Inde » à un pôle mondial de l'informatique, des start-ups et de l'intelligence artificielle. Mais Bangalore inquiète aussi, car derrière l'image brillante de la Silicon Valley indienne, une question plus brutale s'impose : que vaut une réussite technologique si la ville qui la porte ne parvient plus à respirer, circuler ou boire ?

Ville intelligente ou ville fragile ? Ce que Bangalore dit du futur des hubs technologiques

Le cas Bangalore mérite d'être lu au-delà de l'Inde. C'est un miroir tendu à toutes les économies émergentes qui rêvent de hubs technologiques, de data centers, de start-ups, d'IA, de talents mondialisés et d'investisseurs. La ville a réussi là où beaucoup échouent : créer un écosystème dense, attirer les multinationales, former une jeunesse anglophone, produire de l'innovation, faire naître des entreprises capables de travailler pour le monde entier. Capgemini y incarne cette transition, passée d'une logique de sous-traitance technologique à une production d'innovation plus avancée, notamment autour de l'IA et de la gestion énergétique.

Mais cette réussite a un prix. Et ce prix n'est plus seulement social ou immobilier. Il est écologique. Bangalore a grandi trop vite, trop fort, parfois trop mal. La congestion urbaine, la disparition des lacs, la pollution, les forages illégaux et la dépendance aux camions-citernes ont installé une crise hydrique qui fragilise le modèle même de la ville. Le paradoxe est presque cruel : une capitale de l'intelligence artificielle se retrouve confrontée à une question très ancienne, celle de l'eau.

L'innovation peut optimiser les flux, prévoir la consommation, cartographier les ressources, automatiser des services, fluidifier la mobilité. Mais elle ne remplace pas la gouvernance. Elle ne recrée pas des lacs détruits par le béton. Elle ne compense pas l'absence de planification urbaine. Elle ne corrige pas seule les effets d'une croissance qui a longtemps considéré l'environnement comme une variable secondaire.

Bangalore : quand la Silicon Valley indienne découvre le prix écologique de la tech

Bangalore rappelle une vérité que les discours technologiques oublient souvent : une ville ne devient pas intelligente parce qu'elle accumule des ingénieurs, des capteurs, des start-ups et des plateformes. Elle devient intelligente lorsqu'elle sait aligner l'économie, l'urbanisme, l'eau, l'emploi, la formation, la mobilité et la qualité de vie. Sinon, elle n'est qu'une ville performante en surface et vulnérable en profondeur.



Le choc de l'IA sur l'emploi ajoute une autre couche de complexité. La vidéo évoque le cas d'un développeur licencié après le remplacement de son poste par une IA, symbole d'une mutation déjà visible. Bangalore reste un bassin d'emploi puissant, mais la montée de l'automatisation impose une montée en compétences permanente. Dans une ville fondée sur le savoir, l'obsolescence professionnelle peut devenir aussi rapide que l'innovation elle-même.

C'est ici que le parallèle avec le Maroc devient utile. Le Royaume cherche, lui aussi, à construire ses pôles technologiques, à attirer les investissements, à développer l'IA, les métiers du cloud, les data centers, l'offshoring à haute valeur ajoutée et les start-ups. C'est une ambition légitime. Elle est même nécessaire. Mais l'exemple de Bangalore invite à une vigilance : le développement numérique ne peut pas être pensé en dehors des ressources, de la formation, du logement, de la mobilité et de la soutenabilité urbaine.

Autrement dit, le Maroc ne doit pas seulement se demander comment devenir une terre de technologies. Il doit se demander comment éviter de produire des villes technologiques fragiles. Une technopole qui attire les talents mais épuise ses ressources prépare ses propres limites. Une stratégie IA sans stratégie eau, énergie, transport et compétences risque de fabriquer des contradictions coûteuses.

Bangalore n'est pas un échec. Ce serait trop simple. C'est une réussite incomplète, donc précieuse à étudier. Elle prouve qu'un pays du Sud peut s'imposer dans la carte mondiale de la tech. Elle montre aussi que la vitesse économique ne suffit pas à fabriquer un développement durable. Derrière les algorithmes, il y a des humains. Derrière les start-ups, il y a des quartiers. Derrière les data centers, il y a de l'électricité, du foncier, de l'eau et des choix politiques.

La leçon est claire : l'intelligence artificielle peut aider à construire les villes de demain, mais elle ne doit pas devenir l'alibi d'un urbanisme sans mémoire écologique. Le vrai progrès ne sera pas de créer des métropoles qui brillent dans les classements internationaux tout en étouffant leurs habitants. Il sera de bâtir des villes capables d'innover sans se détruire.



Bangalore a ouvert la voie. Aux autres pays, dont le Maroc, de ne pas répéter ses angles morts.

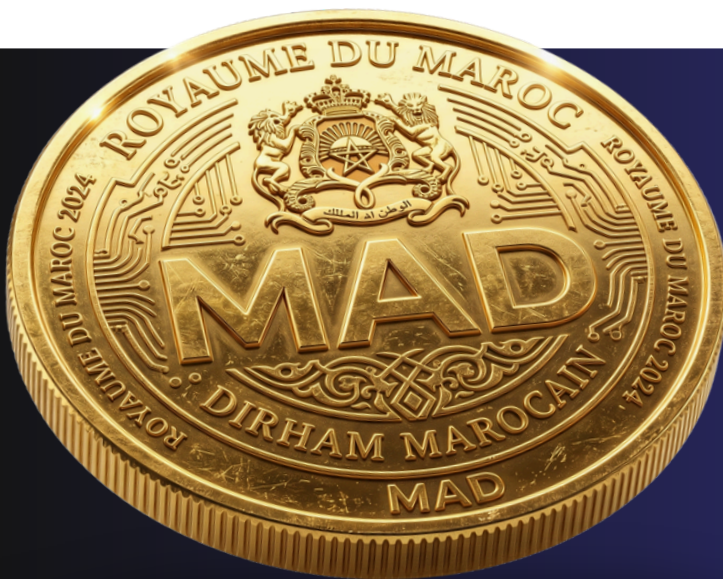
**Mohamed
Ait Bellahcen**

La monnaie programmable : un enjeu de souveraineté pour le Maroc

Par-delà les cycles d'innovation qui agitent périodiquement la sphère financière, certaines transformations s'imposent avec une profondeur telle qu'elles redéfinissent silencieusement les équilibres de long terme. La tokenisation des actifs et de la monnaie appartient à cette catégorie rare. Longtemps perçue comme une expérimentation marginale, portée par des acteurs technologiques en quête de disruption, elle est aujourd'hui en passe de devenir l'un des fondements de la prochaine génération d'infrastructures monétaires et financières.

Il serait pourtant réducteur de n'y voir qu'une évolution technique. La tokenisation, dans son acception la plus aboutie, ne se limite pas à la numérisation d'actifs existants. Elle consiste à inscrire la valeur, qu'il s'agisse de monnaie, de titres, de créances ou de droits, dans des architectures programmables, capables d'en automatiser la circulation, d'en conditionner l'usage et d'en garantir la traçabilité. En d'autres termes, elle transforme la finance en système logique, où les règles ne sont plus seulement ex-post, mais intégrées ex-ante dans le fonctionnement même des instruments.

Ce déplacement est majeur. Il modifie la nature des intermédiaires, redéfinit les chaînes de règlement, compresse les délais, réduit certaines frictions, mais surtout, introduit une nouvelle dimension : celle de la programmabilité de la monnaie et des flux financiers. À terme, cette évolution pourrait affecter aussi bien les paiements du quotidien que les mécanismes de financement des entreprises, la gestion des marchés de capitaux ou encore la conduite des politiques publiques.



Les grandes puissances ne s'y trompent pas. Partout, les Banques centrales explorent des formes de monnaies numériques souveraines; les institutions financières modernisent leurs infrastructures; les grandes plateformes technologiques cherchent à capter les couches d'usage; et de nouveaux standards émergent, souvent à l'initiative d'acteurs privés. Derrière cette effervescence, une réalité s'impose : la compétition ne porte plus seulement sur les instruments financiers, mais sur les infrastructures qui les rendent possibles.

Dans ce contexte, la question de la souveraineté monétaire prend une dimension renouvelée. Elle ne se limite plus à la capacité d'émettre une monnaie ou à en réguler la circulation. Elle se joue désormais dans la maîtrise des rails numériques sur lesquels cette monnaie circule, dans le contrôle des protocoles qui en organisent l'usage, et dans la capacité à éviter que des fonctions critiques ne migrent vers des systèmes exogènes.

Pour les économies émergentes et intermédiaires, l'enjeu est particulièrement aigu. L'histoire financière récente a montré combien la dépendance à des infrastructures extérieures pouvait limiter les marges de manœuvre, renchérir les coûts de transaction et exposer les systèmes nationaux à des contraintes qu'ils ne maîtrisent pas pleinement. La tokenisation ouvre, à cet égard, une fenêtre d'opportunité singulière : celle de repenser les infrastructures monétaires à un moment où les standards ne sont pas encore définitivement figés.

Le Maroc se trouve aujourd'hui face à cette bifurcation. Le Royaume dispose d'atouts indéniables : une stabilité macroéconomique reconnue, un système bancaire structuré, une capacité de projection régionale, et une volonté affirmée de modernisation. Mais il demeure, comme nombre d'économies, inséré dans des circuits de règlement internationaux dont il ne contrôle ni les coûts ni les évolutions. À l'heure où la monnaie devient programmable, ne pas investir dans ses propres infrastructures reviendrait, à terme, à accepter une dépendance accrue.

La tokenisation du Dirham, qu'elle prenne la forme de monnaie numérique de Banque centrale, de dépôts bancaires numérisés ou d'un stablecoin adossé à la monnaie nationale, ne constitue pas une fin en soi. Elle doit être envisagée comme un levier de transformation plus large, permettant d'améliorer l'efficacité des paiements, de renforcer la traçabilité de certains flux, de faciliter l'accès à des instruments financiers et, potentiellement, de mieux mobiliser l'épargne, notamment celle de la diaspora.

Mais au-delà de ces gains opérationnels, c'est bien une question de positionnement stratégique qui se pose. Dans un monde où les infrastructures financières deviennent des actifs de puissance, le Maroc peut choisir de se contenter d'adopter des solutions conçues ailleurs, ou décider de structurer ses propres capacités, en cohérence avec ses priorités économiques et géopolitiques.

Une telle ambition suppose de dépasser une approche fragmentée de l'innovation. La tokenisation ne se résume pas à l'émission d'un actif numérique. Elle implique la mise en place d'une infrastructure complète : registres distribués, systèmes de paiement, gestion des identités, mécanismes de conformité, gouvernance des données, cybersécurité et, de plus en plus, capacités d'intégration avec des systèmes d'intelligence artificielle. Elle appelle donc une vision d'ensemble, mobilisant à la fois les autorités publiques, les institutions financières et les acteurs technologiques.

Elle suppose également une exigence de rigueur. La confiance, qui demeure le fondement ultime de toute monnaie, ne peut être compromise. Transparence des réserves, robustesse des architectures, clarté des cadres juridiques, qualité de la supervision : autant de conditions sine qua non pour que la transition vers des formes tokenisées de la monnaie renforce, plutôt qu'elle ne fragilise, la stabilité du système.

Enfin, elle invite à penser au-delà du cadre national. Le Maroc, de par son ancrage africain, est en mesure de jouer un rôle structurant dans l'émergence de nouvelles infrastructures de paiement régionales. Une monnaie numérique bien conçue, interopérable et crédible pourrait contribuer à fluidifier les échanges intra-africains, à réduire les coûts de transaction et à renforcer les dynamiques d'intégration économique.

L'enjeu dépasse largement la seule modernisation technique. Pour le Royaume, il s'agira de prendre part activement à la définition des nouvelles infrastructures financières et de ne pas en être un simple utilisateur. Dans un monde où la monnaie devient un objet programmable, cette décision engage bien davantage que la sphère financière : elle touche à la souveraineté économique, à la compétitivité, à la capacité d'innovation et, in fine, à la place du pays dans l'économie mondiale de demain.

À cet égard, le temps de l'observation prudente cède progressivement la place à celui de la transformation : La tokenisation n'est plus une hypothèse lointaine mais elle est en train de devenir une réalité opérationnelle. Pour le Maroc, la question n'est pas tant l'opportunité d'une telle transformation que celle de ses modalités : comment moderniser l'infrastructure monétaire du Royaume de manière à la rendre compatible avec le XXI^e siècle, tout en préservant les équilibres prudentiels, la stabilité financière et l'autonomie stratégique du pays ?

Abderrahman Senihji,
économiste monnaie et finance,
ex-Directeur général de banque



L'intelligence artificielle face au silence des valeurs humaines

Quand Wald Maâlam revient après un demi-siècle.

Pendant longtemps, le progrès technologique a été présenté comme une promesse de rapprochement humain. Internet devait connecter les peuples. Les réseaux sociaux devaient rapprocher les familles, les amis, les générations.

L'intelligence artificielle, aujourd'hui, nous promet à son tour une société plus intelligente, plus efficace, plus fluide. Pourtant, au milieu de cette accélération numérique mondiale, une question demeure : qu'advient-il des valeurs humaines lorsque les sociétés changent plus vite que les êtres eux-mêmes ?

Cette question n'est pas théorique pour Wald Maâlam. Elle est intime.

Après un demi-siècle passé loin de son pays natal, entre universités, laboratoires, entreprises technologiques et institutions internationales, Wald Maâlam est revenu en 2026 avec une mémoire construite depuis 1975.

Une mémoire faite de regards, de gestes, de respect des anciens, de patience, de transmission, de solidarité discrète, de parole donnée.

Le pays était toujours là. Les villes aussi. Les visages également. Mais quelque chose d'invisible semblait avoir changé entre les êtres.

Cette sensation, Wald Maâlam a tenté de l'exprimer dans une œuvre picturale récente : un triptyque de grands formats où des visages apparaissent puis disparaissent dans une matière sombre, fragmentée, presque blessée.

Les regards semblent flotter entre mémoire et effacement. Les formes humaines deviennent instables, comme si le temps avait lentement dissous certaines certitudes collectives.

À gauche, l'obscurité du départ. Au centre, le tumulte du temps. À droite, le retour vers des visages devenus à la fois familiers et étrangers. Cette œuvre ne parle pas uniquement d'exil.

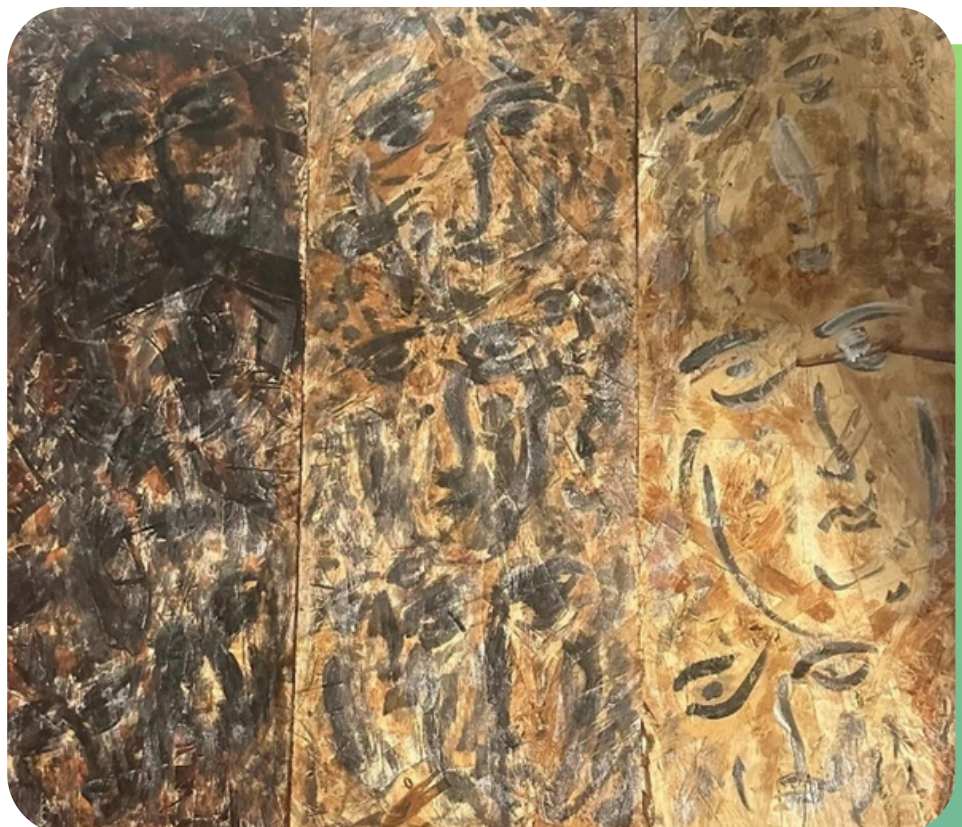
Elle parle d'une transformation silencieuse des sociétés contemporaines. Car l'IA ne transforme pas uniquement les entreprises, les administrations ou les métiers. Elle modifie progressivement notre rapport au temps, au savoir, à l'autorité, à la transmission, à la vérité et parfois même à l'autre.

Dans de nombreuses cultures, notamment au Maroc et plus largement en Afrique, la transmission du savoir ne reposait pas uniquement sur l'information.

Elle reposait sur une relation humaine. Le Maâlam ne transmettait pas seulement un geste technique. Il transmettait une manière d'être, une éthique, une patience, une responsabilité et une mémoire collective.

L'apprentissage prenait du temps. Le silence avait un sens. L'expérience avait une valeur. Aujourd'hui, les modèles numériques dominants tendent à réduire le savoir à une réponse immédiate. L'algorithme devient parfois plus important que l'expérience humaine elle-même.

La vitesse remplace progressivement la maturation. La visibilité numérique remplace parfois la reconnaissance réelle. L'intelligence artificielle générative accentue encore davantage cette mutation. En quelques secondes, un système peut produire un texte, une image, une synthèse ou une recommandation.



Cette puissance technologique est réelle. Mais elle peut aussi créer une illusion dangereuse : celle d'une intelligence sans mémoire humaine, sans vécu, sans responsabilité et sans conscience. C'est précisément là que réside l'un des grands défis de notre époque.

Le problème n'est pas la technologie en elle-même.

Wald Maâlam appartient à une génération qui a participé aux grandes transformations numériques depuis les années 1980 : informatique décisionnelle, systèmes experts, réseaux, Minitel, transformation digitale, intelligence artificielle.

Le véritable enjeu est ailleurs : voulons-nous construire des sociétés où la performance technologique remplace progressivement les valeurs humaines qui rendaient possible la vie collective ? Car une société peut devenir technologiquement avancée tout en devenant humainement fragile.

L'intelligence artificielle peut optimiser des processus. Elle ne remplacera jamais la loyauté, la confiance, l'empathie, le sacrifice, le sens de la transmission ni l'amour silencieux d'un pays porté pendant cinquante ans loin de sa terre natale.

Le paradoxe contemporain est peut-être là : plus les sociétés deviennent hyperconnectées, plus les relations humaines semblent parfois fragmentées.

Cette fragmentation apparaît aujourd'hui dans les familles, dans les institutions, dans le monde du travail, dans l'éducation et même dans la production du savoir. La rapidité numérique crée parfois une fatigue relationnelle permanente.

Or une civilisation ne se construit pas uniquement avec des infrastructures numériques, des centres de données ou des modèles de langage. Elle se construit aussi avec des valeurs invisibles : le respect, la confiance, la transmission, la patience et la responsabilité.

Ces valeurs ne sont pas "anciennes". Elles deviennent au contraire stratégiques à l'ère de l'intelligence artificielle. C'est pourquoi le débat sur l'IA ne peut être laissé uniquement aux ingénieurs, aux plateformes technologiques, aux logiques financières ou aux effets de mode médiatiques.

Les artistes, les éducateurs, les artisans, les philosophes, les sociologues, les psychologues, les parents, les Maâlams et les Walds Maâlam ont eux aussi quelque chose d'essentiel à dire sur l'avenir de nos sociétés numériques. Parce qu'ils parlent encore de l'humain.

Et peut-être qu'au fond, le véritable défi de l'intelligence artificielle n'est pas de savoir si les machines deviendront intelligentes. Mais de savoir si les êtres humains réussiront à préserver leur humanité dans un monde fasciné par ses propres technologies.

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

Café IA à Fès : Wald Maâlam ouvre le débat sur ce que les LLM ne disent pas

Après Rabat, Casablanca, Agadir, Marrakech et d'autres villes marocaines, le Café IA a eu lieu le 14 mai à Fès, ville historique du Maâlam, du savoir-faire, de la transmission et de l'artisanat marocain.

Organisé dans la magnifique grande salle de Batha, en partenariat entre l'OIA – Observatoire de l'Intelligence Artificielle et l'École Normale Supérieure de Fès, cet événement a constitué bien plus qu'une simple rencontre autour de l'intelligence artificielle.

Il s'est transformé en un véritable espace de dialogue, de transmission et de réflexion collective réunissant chercheurs, professionnels, doctorants, étudiants et responsables académiques autour d'une question essentielle : que sommes-nous réellement en train d'appeler "intelligence artificielle" ?

À l'heure où les grands modèles conversationnels occupent le devant de la scène médiatique et économique mondiale, il devenait nécessaire de revenir aux fondamentaux scientifiques, techniques, éthiques et culturels de ces technologies.

Les échanges ont ainsi porté sur les enjeux de l'éthique, le respect du cadre juridique, la responsabilité dans l'usage des données, ainsi que sur les transformations profondes que ces systèmes provoquent dans les organisations, les métiers, l'enseignement et les relations humaines.

Mais le cœur des discussions a surtout concerné ce que les modèles LLM ne disent pas.

Depuis plusieurs années, Wald Maâlam rappelle que les grands modèles de langage sont souvent présentés comme des formes d'intelligence quasi humaines, alors qu'ils demeurent avant tout des constructions informatiques et statistiques extrêmement sophistiquées,

inscrites dans la longue trajectoire historique de l'évolution de la science informatique.

Derrière le marketing technologique et les effets spectaculaires de génération de texte se cachent des réalités techniques, énergétiques, économiques et géopolitiques qu'il devient indispensable de comprendre.

Les participants ont ainsi échangé sur les limites réelles des LLM, leurs biais culturels et linguistiques, leur dépendance aux infrastructures étrangères, les risques de standardisation cognitive, la concentration du pouvoir technologique, ainsi que les enjeux de souveraineté numérique et cognitive pour des pays comme le Maroc.

Wald Maâlam a notamment rappelé une distinction qu'il défend depuis longtemps : un algorithme n'est pas un logiciel.

L'algorithme constitue une manière de penser, une logique de raisonnement et d'organisation des connaissances, tandis que le logiciel traduit cette logique en instructions exécutables.

Dans cette perspective, le Café IA a également donné lieu à des démonstrations concrètes autour de la conception d'un modèle LLM pseudo-local, entraîné à partir de données contextualisées marocaines – et même, pourrait-on dire, "fassies".



Hosted by
برعاية

مدیناتک
MEDINATECH

OIA
Observatoire de
l'Intelligence Artificielle



جمعية الرباط
للتنمية المستدامة
Association Rabat Al Fath pour le Développement Durable

Powered by بتأطير

Start Up
Maroc

Supported by
بخبيرة

VALYANS
CONSULTING

CAFÉ IA EXCEPTIONNEL



VENDREDI
22 MAI 2026



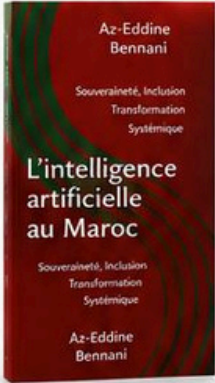
16H00

à MEDINATECH

📍 Rue Sidi El Ghazi, Rabat, Maroc

POUR LA PREMIÈRE FOIS AU MAROC

Wald Maâlam présentera les versions conversationnelles et intelligentes de ses livres :



CONVERSATIONNELS
Dialoguez avec le livre



MULTILINGUES
Français - Arabe -
-anglais



PARLANTS
Écoutez les
réponses



ACCÈS GRATUIT
Pour tous les
participants

DÉMONSTRATIONS EN DIRECT & ACCÈS GRATUIT

Une nouvelle génération de livres augmentés par
l'intelligence artificielle pour apprendre, comprendre
et transmettre autrement.



ENTRÉE
GRATUITE

• PRÉSENCE DE LA
TÉLÉVISION MAROCAINE



ÉCHANGES, DÉMONSTRATIONS
ET DÉBATS
OUVERTS À TOUS



AVEC

DR AZ-EDDINE BENNANI
WALD MAÂLAM

ÉCHANGES ET DÉMONSTRATIONS AUTOUR :



DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



DES LIVRES CONVERSATIONNELS
INTELLIGENTS



DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE



DES TRANSFORMATIONS HUMAINES
À L'ÈRE DE L'IA



CONTACT

Azeddinebennani@me.com



WHATSAPP
0033615079423
Paris - France



SCANNEZ POUR
PLUS D'INFORMATIONS



Organisé dans le cadre des CAFÉS IA

Pour une IA éthique, souveraine et humaine.

L'objectif de ces démonstrations n'était pas de prétendre concurrencer les géants mondiaux de l'IA, mais d'illustrer une idée fondamentale : il est possible de construire des systèmes conversationnels davantage enracinés dans les réalités culturelles, linguistiques et sociales locales.

Cette approche rejoint la vision défendue par l'OIA : promouvoir une IA frugale, explicable, souveraine et culturellement responsable.

L'un des messages les plus importants de cette rencontre fut sans doute celui-ci : le Maroc dispose aujourd'hui d'une opportunité historique.

L'intelligence artificielle représente certes un défi technologique majeur, mais elle constitue également une occasion exceptionnelle de repenser les rapports entre savoir, culture, numérique, formation et développement.

Encore faut-il ne pas subir cette révolution. Pour Wald Maâlam, la question n'est pas seulement de consommer des outils conçus ailleurs, mais de comprendre les logiques qui les structurent, d'en maîtriser les mécanismes et d'y intégrer nos propres références intellectuelles, linguistiques et culturelles.

Le véritable enjeu n'est donc pas simplement technologique. Il est aussi éducatif, culturel, épistémologique, économique, stratégique et civilisationnel.



Dans un contexte mondial marqué par une accélération sans précédent de l'innovation numérique, le Café IA de Fès aura ainsi rappelé qu'il existe une autre manière d'aborder l'intelligence artificielle : une approche plus humaine, plus systémique, plus critique et davantage enracinée dans les réalités locales.

Car derrière les modèles, les données et les infrastructures, il y a une question fondamentale : quelle intelligence voulons-nous réellement construire pour notre société ?

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lodj

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

IA, école, travail : et si le Maroc regardait enfin le futur en face ?

Il y a des moments où une société n'a plus le luxe de regarder ailleurs. L'intelligence artificielle fait partie de ces ruptures. On peut continuer à en parler comme d'un outil pratique, un gadget qui rédige des mails, corrige des textes ou génère des images. On peut aussi choisir de comprendre ce qui est réellement en train de se passer : une transformation profonde de notre rapport au savoir, au travail, à la vérité et même à la dignité humaine.

Le document fourni défend une idée forte : l'IA contemporaine n'est plus seulement une machine statistique. Elle raisonne, teste des hypothèses, comprend des contextes, résout des problèmes complexes et entre directement en concurrence avec des compétences humaines que l'on croyait protégées. Ce n'est donc pas une simple innovation technique. C'est une rupture de civilisation.

Et cette rupture, le Maroc ne pourra pas l'éviter.

Nous avons souvent tendance, chez nous, à croire que les grandes mutations technologiques arrivent d'abord ailleurs, puis doucement chez nous, avec quelques années de décalage. C'était peut-être vrai pour certaines révolutions industrielles. Ce n'est plus vrai pour l'intelligence artificielle. ChatGPT, Claude, Gemini ou d'autres outils ne demandent ni usine, ni infrastructure lourde, ni laboratoire local. Ils entrent directement dans les téléphones, les ordinateurs, les écoles, les cabinets, les administrations, les rédactions, les agences de communication, les bureaux d'études et les foyers marocains.

La première urgence concerne l'école.

Pendant longtemps, notre système éducatif a souffert de problèmes bien connus : surcharge des classes, inégalités territoriales, faiblesse de l'orientation, difficulté à relier formation et emploi, apprentissages parfois trop mécaniques. L'arrivée de l'IA ajoute une couche supplémentaire. Désormais, un devoir à la maison peut être produit en quelques secondes par une machine. Une dissertation, un résumé, une traduction, une fiche de lecture, un exposé, un code informatique, un plan de mémoire : tout cela peut être généré sans réel effort intellectuel.

Le risque n'est pas seulement la triche. La triche a toujours existé. Le vrai risque est plus grave : c'est la perte silencieuse des compétences. L'élève ou l'étudiant croit apprendre parce qu'il rend un bon travail. L'enseignant croit évaluer parce qu'il reçoit une copie propre. Mais entre les deux, l'effort d'apprentissage a disparu. Le document le dit clairement : des devoirs à domicile excellents peuvent cacher des performances très faibles en présentiel.



Pour le Maroc, cela pose une question brutale : à quoi sert encore un système d'évaluation fondé sur des productions que l'IA peut fabriquer mieux, plus vite et plus proprement que l'élève ?

Il faudra donc avoir le courage de réformer les examens. Plus d'oral. Plus de présentiel. Plus d'évaluation du raisonnement réel. Plus de débats, de résolution de problèmes, de cas pratiques. Moins de devoirs mécaniques à la maison, sauf lorsqu'ils sont accompagnés, expliqués, discutés. L'école marocaine ne doit pas seulement interdire l'IA. Ce serait illusoire. Elle doit apprendre aux élèves à l'utiliser sans se faire remplacer par elle.

Deuxième urgence : l'esprit critique.

Nous entrons dans un monde où voir ne voudra plus dire croire. Les deepfakes, les fausses vidéos, les images manipulées, les voix clonées, les faux documents et les campagnes de désinformation vont devenir plus accessibles, plus crédibles et plus rapides. Pour un pays comme le Maroc, où les réseaux sociaux jouent déjà un rôle massif dans la formation de l'opinion, le risque est évident.

Demain, une fausse vidéo d'un responsable public, d'un chef de parti, d'un ministre, d'un patron, d'un artiste ou d'un influenceur pourra circuler en quelques minutes et provoquer une crise. Une rumeur locale pourra devenir nationale. Une manipulation étrangère pourra se maquiller en indignation populaire. Une campagne électorale pourra être polluée par des contenus impossibles à vérifier à chaud.

Notre éducation civique doit donc changer de nature. Elle ne peut plus se limiter à apprendre quelques institutions, quelques droits et quelques devoirs. Elle doit devenir une éducation à la vérité, à la preuve, à la source, à l'image, à la manipulation, à l'algorithme. Il faut apprendre à un collégien marocain comment vérifier une vidéo, comment reconnaître une source douteuse, comment croiser une information, comment distinguer émotion et preuve.

Ce n'est pas un luxe intellectuel. C'est une nécessité démocratique.

Troisième urgence : le travail.

C'est sans doute le point le plus dérangeant. On nous répète souvent que l'IA détruira certains métiers, mais en créera d'autres. L'argument est rassurant. Il a accompagné toutes les révolutions industrielles. Mais il mérite aujourd'hui d'être interrogé avec sérieux. Car cette fois, la machine ne remplace pas seulement le bras. Elle remplace aussi une partie du cerveau.

Au Maroc, nous avons une économie où coexistent des secteurs très modernes et une grande masse d'emplois fragiles, informels, peu qualifiés ou faiblement productifs. On pourrait donc croire que l'IA ne touchera d'abord que les grandes entreprises, les banques, les assurances, les télécoms, les centres d'appels, les cabinets de conseil ou les métiers du numérique. Ce serait une erreur.

L'IA peut toucher les traducteurs, les rédacteurs, les comptables, les assistants administratifs, les juristes juniors, les graphistes, les développeurs, les agents de support client, les analystes, les enseignants, les journalistes, les commerciaux, les métiers de la communication et même certaines fonctions médicales. Elle peut aussi, avec la robotique, toucher demain la logistique, l'industrie, la maintenance, la sécurité, le transport et certains métiers techniques.

Le Maroc doit donc arrêter de poser la question uniquement en termes d'emplois nouveaux. La vraie question est : quels emplois humains resteront économiquement, socialement et culturellement nécessaires ?

On peut donner un exemple simple : certains métiers de proximité, de soin, d'enfance, d'accompagnement, resteront profondément humains. Non pas parce qu'un robot ne pourrait jamais effectuer certaines tâches, mais parce que nous ne voulons pas confier toute notre vulnérabilité à une machine.

Cela devrait nous inspirer. Le Maroc a besoin de former des ingénieurs, des codeurs, des spécialistes de la donnée et de la cybersécurité. Bien sûr. Mais il doit aussi revaloriser les métiers du lien : éducateurs, infirmiers, aides-soignants, accompagnateurs sociaux, animateurs, formateurs, médiateurs, psychologues, métiers de l'enfance, de la dépendance, du handicap, de la proximité territoriale. Dans un monde saturé de machines intelligentes, la présence humaine deviendra une richesse rare.

Mais il y a une autre idée, plus profonde encore : il faut cesser de réduire les études à un passeport vers l'emploi salarié.

Cette phrase peut choquer dans un pays où tant de familles consentent d'immenses sacrifices pour que leurs enfants obtiennent un diplôme, un concours, une stabilité, un salaire. Pourtant, elle mérite d'être entendue. Si l'emploi devient plus instable, si certains métiers disparaissent, si les compétences techniques se périment plus vite, alors l'éducation ne peut plus être seulement utilitaire. Elle doit redevenir culturelle, intellectuelle, humaine.

Étudier ne doit pas seulement servir à "avoir un poste". Étudier doit servir à comprendre le monde, à penser librement, à parler correctement, à raisonner, à douter, à créer, à dialoguer, à ne pas être manipulé. Dans un Maroc traversé par les tensions sociales, les fractures numériques, les inégalités linguistiques et les débats identitaires, cette mission devient essentielle.

Il faut donc réconcilier deux Maroc : le Maroc de la compétence professionnelle et le Maroc de la culture générale. Nous avons besoin des deux. Un jeune Marocain doit savoir utiliser l'IA, mais il doit aussi savoir lire un texte, défendre une idée, comprendre une institution, interpréter une image, discuter une thèse, situer son pays dans le monde.



La machine peut produire de l'information. Elle ne produit pas automatiquement du jugement.

Enfin, il faut poser la question sociale. Si l'IA réduit le besoin de travail humain dans certains secteurs, que fera-t-on des millions de personnes dont l'utilité économique sera fragilisée ? Le revenu universel est parfois présenté comme solution miracle. Mais l'argent seul ne suffit pas. L'être humain a besoin de reconnaissance, de rythme, de contribution, de lien social, d'estime de soi.

L'idée d'un service civique adulte mérite ici d'être discutée au Maroc. Pas forcément en reprenant mécaniquement certains modèles proposés en occident, mais en ouvrant un débat national : comment permettre à chacun de rester utile dans une société où le travail classique ne suffira peut-être plus à intégrer tout le monde ?

On pourrait imaginer des missions locales dans l'éducation, l'environnement, l'aide aux personnes âgées, la médiation numérique, l'appui aux associations, la culture, la lecture publique, l'accompagnement scolaire, la prévention sanitaire, la protection du patrimoine, la solidarité de quartier. Financé en partie par une fiscalité adaptée aux gains de productivité technologique, ce type de dispositif pourrait devenir un amortisseur social et moral.

**Adnane
Benchakroun**



Le Maroc a souvent su transformer des contraintes en opportunités. Mais cela suppose d'anticiper. Pas de subir.

L'intelligence artificielle ne doit pas être abordée comme une mode de salon, un sujet de conférence ou un argument marketing pour startups. Elle doit entrer dans la stratégie nationale de l'éducation, de l'emploi, de l'administration, de la formation professionnelle, de la protection sociale et de la souveraineté numérique.

Le vrai danger n'est pas que l'IA devienne trop intelligente. Le vrai danger est que nous restions trop lents, trop scolaires, trop bureaucratiques, trop confiants dans des modèles dépassés.

Pour le Maroc, la question n'est donc pas : faut-il avoir peur de l'IA ? La peur ne produit rien. La vraie question est : voulons-nous former des citoyens capables de vivre avec l'IA sans perdre leur liberté, leur compétence et leur humanité ?

C'est là que tout commence. Pas dans les machines. Dans l'école. Dans la culture. Dans le travail. Dans le lien social. Dans cette part de l'humain qui ne se télécharge pas.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UNE ASSURANCE,



Mais elle
vous protège
des **fake news.**

CHAQUE JOUR, NOUS PRÉSERVONS VOS IDÉES
ET VOTRE ESPRIT DES MANIPULATIONS.

WWW.LODJ.MA

De l'indice de maturité IA marocain à un indice européen de souveraineté numérique et cognitive : la vision portée par l'OIA

Depuis plusieurs années, les débats autour de l'intelligence artificielle sont dominés par une approche essentiellement technologique. Les discussions portent principalement sur les infrastructures, les centres de données, les capacités de calcul, les semi-conducteurs, le cloud souverain ou encore les grands modèles de langage.

Cette approche est évidemment importante. Aucun pays ne peut aujourd'hui ignorer les enjeux liés aux infrastructures numériques stratégiques. Mais réduire la souveraineté numérique à ces seules dimensions techniques serait une erreur majeure.

Car l'intelligence artificielle ne transforme pas uniquement les machines. Elle transforme également les raisonnements, les modes d'apprentissage, les mécanismes de décision, les chaînes de valeur, les métiers, les rapports humains et même les représentations culturelles des sociétés.

Autrement dit, l'IA constitue désormais un phénomène systémique.

C'est précisément dans cette logique que l'Observatoire de l'Intelligence Artificielle (OIA) a lancé, il y a quelques mois au Maroc, un Indice de maturité IA destiné à évaluer la capacité réelle des organisations et des territoires à intégrer l'intelligence artificielle.

Mais les évolutions géopolitiques récentes, les débats européens sur la souveraineté numérique et l'accélération mondiale de l'IA générative montrent aujourd'hui qu'il devient nécessaire d'aller beaucoup plus loin.

L'enjeu n'est plus uniquement de mesurer l'adoption de l'IA. L'enjeu devient désormais de mesurer la souveraineté cognitive des sociétés.

Un indice né dans le contexte Marocain

Lorsque l'OIA a lancé son Indice de maturité IA au Maroc, l'objectif n'était pas de reproduire les modèles classiques de maturité numérique déjà largement utilisés dans le monde.

Ces modèles évaluent généralement le niveau d'équipement, les infrastructures, le degré d'automatisation, les investissements technologiques, les usages logiciels, la présence du cloud et les capacités de traitement des données.

Or cette vision apparaît aujourd'hui insuffisante.

Une organisation peut disposer d'outils sophistiqués, utiliser des plateformes IA avancées et automatiser certains processus tout en restant profondément dépendante des technologies étrangères, des modèles propriétaires, des plateformes dominantes, des compétences externes et des logiques culturelles importées.

Autrement dit, une organisation peut sembler avancée numériquement tout en étant stratégiquement vulnérable.

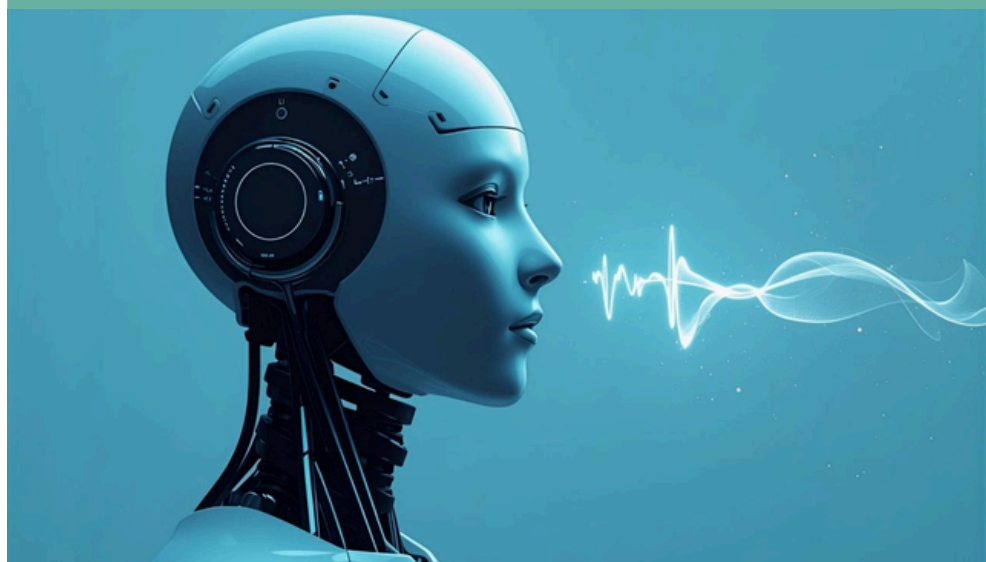
C'est pourquoi l'OIA a introduit, dès le départ, une lecture différente fondée sur cinq dimensions : la souveraineté, le capital humain, l'adoption, la gouvernance et l'impact.

Cette approche reposait sur une conviction forte : l'IA ne peut pas être évaluée uniquement à travers les machines ; elle doit être évaluée à travers la capacité humaine et collective à comprendre, gouverner et orienter les transformations qu'elle produit.

Le retour de la question de souveraineté en Europe

Les débats récents en Europe montrent que cette question devient centrale.

La France a récemment lancé une consultation publique sur la souveraineté numérique afin de réfléchir à la manière d'évaluer la contribution réelle des services numériques à l'autonomie stratégique européenne.



Ce déplacement du débat est fondamental. Pendant longtemps, les politiques numériques européennes se sont concentrées principalement sur la régulation, la protection des données, la conformité juridique, les questions de concurrence et la cybersécurité.

Aujourd'hui, la question devient plus profonde : comment éviter qu'une dépendance technologique ne devienne progressivement une dépendance cognitive ?

Car les grands modèles de langage influencent déjà la manière d'écrire, de chercher, d'apprendre, de produire des connaissances et de prendre des décisions.

L'intelligence artificielle ne produit donc pas uniquement des contenus. Elle influence progressivement les mécanismes mêmes du raisonnement humain.

La souveraineté cognitive : Un enjeu majeur pour l'Europe du XXI^e siècle

C'est dans ce contexte que l'OIA propose aujourd'hui d'élargir son approche initiale pour introduire un nouvel outil : l'Indice Européen de Souveraineté Numérique et Cognitive.

Cet indice constitue une évolution naturelle de l'Indice de maturité IA développé au Maroc.

La différence entre les deux approches est fondamentale.

L'Indice de maturité IA cherche principalement à mesurer le niveau d'appropriation de l'IA, les capacités organisationnelles, les usages, la gouvernance, les compétences et l'impact opérationnel.

L'Indice Européen de Souveraineté Numérique et Cognitive cherche, lui, à mesurer l'autonomie stratégique, la résilience cognitive, la maîtrise des dépendances, la création de valeur territoriale, la capacité de gouvernance des connaissances et la capacité des sociétés à conserver leur autonomie intellectuelle.

Autrement dit, il ne s'agit plus uniquement de savoir si l'IA est utilisée, mais plutôt de savoir qui contrôle réellement les connaissances, les modèles, les données, les raisonnements et la chaîne de valeur.

L'Indice de maturité IA lancé par l'OIA au Maroc représentait une première étape importante visant à mesurer la capacité d'appropriation de l'intelligence artificielle.

Mais l'accélération actuelle des transformations numériques impose désormais une nouvelle réflexion à l'échelle européenne.



L'Indice Européen de Souveraineté Numérique et Cognitive proposé aujourd'hui constitue une évolution majeure : plus systémique, plus stratégique, plus géopolitique, plus humaine et plus civilisationnelle.

Il ne s'agit plus seulement d'évaluer la transformation numérique.

Il s'agit désormais d'évaluer la capacité des sociétés européennes et partenaires euro-méditerranéens à comprendre, gouverner, maîtriser, protéger, transmettre et orienter leur propre avenir numérique.

Car à l'ère de l'intelligence artificielle, la véritable souveraineté sera aussi cognitive.

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

Bachir Benslimane : “Nous n’avons pas créé un simple chatbot, mais un vrai cerveau financier pour le crédit immobilier”

Au GITEX Africa, AFDAL a attiré l'attention avec une démonstration spectaculaire d'IA conversationnelle appliquée au crédit immobilier. Mais derrière l'effet visuel de l'avatar et de la voix naturelle, Bachir Benslimane, CEO et fondateur d'AFDAL, défend une ambition beaucoup plus profonde : corriger un dysfonctionnement structurel du financement habitat, là où les outils traditionnels, y compris bancaires, peinent encore à produire des simulations fiables. Dans cet entretien, il revient sur l'origine du projet, la logique technologique de son moteur combinatoire, son avantage compétitif face aux acteurs internationaux, ainsi que sur ses ambitions d'industrialisation et d'expansion mondiale.

Question : Le problème concret que vous vouliez résoudre en priorité

Ce n'est ni la lenteur, ni l'opacité, ni la complexité bancaire. Le problème, c'est que les outils qui servent à calculer un crédit immobilier ne savent pas calculer un crédit immobilier.

Tout est parti d'un constat personnel. En 2019, j'ai voulu acheter un bien. J'ai fait le tour des banques, et chaque conseiller me donnait des chiffres différents pour le même projet.

Certains se trompaient sur l'apport exigé, d'autres sur le taux d'assurance, d'autres encore ne savaient pas simuler une offre jumelée. C'est là que j'ai compris que le problème n'était pas humain — il était technologique.

Alors on a mené une étude client mystère, la plus large jamais réalisée au Maroc dans ce secteur : 135 agences, 11 banques, en février 2026.

Le résultat est sans appel : 78,6 % des informations de crédit immobilier communiquées aux clients étaient inexactes.

Pas parce que les conseillers mentent — mais parce qu'Excel et les simulateurs internes ne sont structurellement pas conçus pour traiter la mathématique combinatoire du financement habitat.

Pour une seule question client comme « quelle est ma durée minimale de financement ? », il faut croiser des milliers de combinaisons : barèmes simples, jumelés, triplés, multiplié par chaque durée éligible année par année, multiplié par les variantes d'assurance, le différé, les paliers, 18 options de personnalisation. C'est impossible manuellement.

Entretien avec

Bachir Benslimane



On a donc construit le seul moteur au monde capable d'évaluer l'exhaustivité de ces combinaisons en temps réel.

Pour un seul emprunteur, le moteur croise toutes les offres auxquelles il est éligible — barèmes simples, jumelés, triplés — avec les variantes d'assurance et toutes les durées de min à max, et évalue l'exhaustivité des combinaisons possibles en moins de 30 secondes.

Et pour le mettre à l'épreuve du marché réel, on a lancé afdal.ma, le premier comparateur de crédit immobilier au Maroc. Puis on l'a dupliqué sur les plus grands portails immobiliers du pays — Mubawab, Avito, Agenz, Tamwili.

Cinq comparateurs au total, couvrant plus de 5 000 offres de 12 banques, y compris la finance islamique (Mourabaha), avec un pré-accord de principe instantané.

Pour les Marocains qui cherchent à acheter un logement, c'était un changement radical : en quelques secondes, sans se déplacer, ils pouvaient voir toutes leurs options réelles de financement et obtenir un pré-accord. Ça a résolu une douleur immense pour les acheteurs immobiliers au Maroc.

Ce réseau de comparateurs a généré 1,2 million de simulations réelles sur 6 ans — la seule base de données de financement habitat au Maroc.

C'est cette data qui alimente aujourd'hui toute notre suite de 10 solutions B2B et notre IA Agentique.

Question: Derrière l'effet "wow" du GITEX, la vraie rupture technologique

La vraie rupture n'est pas l'avatar ni la voix — c'est le cerveau qui est derrière.

Faire parler un avatar avec une voix naturelle, techniquement, beaucoup de monde sait le faire.

Ce que personne d'autre ne sait faire, c'est coupler cette couche conversationnelle à un moteur de calcul financier qui raisonne en mathématique combinatoire en temps réel.

Prenons un exemple concret.

Aujourd'hui, quelqu'un qui ne connaît rien au crédit immobilier doit faire le tour des banques pour essayer de comparer des choses quasiment incomparables : le taux, l'assurance décès-invalidité, l'assurance multirisque habitation, les frais de dossier, le conventionnel ou la Mourabaha, les modalités de paiement de l'ADI, le différé, les options de personnalisation — et encore, je simplifie. Ce parcours est un cauchemar.

Avec notre IA Agentique, c'est une conversation. Comme ce que tout le monde apprend à faire aujourd'hui sur ChatGPT ou Claude — sauf que là, l'agent a un vrai cerveau financier derrière.

L'agent accompagne le client du choix de la meilleure offre jusqu'au déblocage. Il commence par identifier les meilleures alternatives de financement en évaluant l'exhaustivité des combinaisons possibles pour son profil.

Il lui explique tout dans la langue où il est le plus à l'aise — arabe, français, darija. Ensuite, il lui indique les documents nécessaires, vérifie leur cohérence au fur et à mesure que le client les envoie — toujours dans la même conversation.

L'agent soumet le dossier, tient le client informé de l'avancement, lui dit quoi faire à chaque étape, et lui évite tout déplacement inutile en agence grâce à la signature électronique.

Il n'y a plus de formulaire à remplir, plus de tunnel de conversion. Juste une conversation naturelle, par voix ou par texte, de bout en bout. Pré-accord en moins de 30 secondes.

Côté banques, la rupture est tout aussi forte. Notre étude client mystère a démontré que les établissements bancaires accusent un retard considérable en maturité technologique sur le financement habitat en agence.

L'IA Agentique règle d'abord le problème de fiabilité des calculs — le moteur ne se trompe jamais — puis améliore le taux de conversion de manière considérable en automatisant la relance, la qualification et le suivi.

Et ce problème n'est pas marocain — il est universel. Partout dans le monde, les outils de crédit immobilier ne savent pas faire le calcul.

C'est pour ça qu'on se positionne comme l'infrastructure d'IA agentique pour le crédit immobilier.

On a construit le moteur de calcul le plus puissant du marché — un moteur combinatoire de pricing produit qui, pour chaque emprunteur, croise l'ensemble des offres éligibles avec les assurances et les durées possibles pour identifier la meilleure alternative.

7 ans de R&D et plus de 2 millions de dollars d'investissement ont rendu ça possible — et maintenant on a fait évoluer l'ensemble vers une infrastructure agentique complète.

Pas un chatbot. Un opérateur autonome sous supervision humaine.

Question : Votre "moat" face aux acteurs internationaux de l'IA conversationnelle

La différence fondamentale est simple : les autres parlent aux clients, nous calculons pour eux.

On a cartographié tous les déploiements d'IA vocale dans le crédit immobilier aux États-Unis en 2026.

Better.com a Betsy, qui gère 100 000 appels par mois — mais Betsy ne sait pas simuler un seul prêt. Beeline a Bob 2.0, qui multiplie les leads par 6 — mais Bob ne sait pas comparer deux offres.

ICE Mortgage Technology a des agents vocaux en bêta — uniquement en servicing, zéro origination. Kastle, soutenu par Y Combinator, automatise les paiements — pas le conseil.

Personne au monde ne combine simulation combinatoire en temps réel, pré-approbation exhaustive, voix naturelle multilingue et avatar interactif.

Notre moteur propriétaire — le PPE, pour Product & Pricing Engine — croise pour chaque emprunteur l'ensemble des offres auxquelles il est éligible avec toutes les variantes d'assurance et toutes les durées possibles, année par année, de min à max — et évalue l'exhaustivité de ces combinaisons en temps réel.



C'est 7 ans de développement, un savoir-faire en mathématique financière appliquée que même les plus grandes banques n'ont pas réussi à reproduire en interne. Une banque du top 5 au Maroc a dépensé des millions pour essayer — elle a échoué et a résigné avec nous.

Ensuite, il y a le fossé défensif des données. On opère les 5 comparateurs de crédit immobilier du Maroc — c'est la seule source d'intelligence concurrentielle couvrant 12 banques en temps réel. 4 de nos 10 produits sont structurellement impossibles à répliquer sans opérer ce réseau de comparateurs.

Et comme le confirme McKinsey dans son rapport annuel sur la banque, les actifs de données propriétaires constituent le fossé défensif le plus solide dans la fintech.

Troisièmement, nous avons des relations bancaires prouvées.

Plus de 10 institutions en production — Bank of Africa déployé dans plus de 400 agences, Bank Assafa (filiale d'Attijariwafa Bank, un des plus grands groupes bancaires de détail d'Afrique), Crédit Agricole du Maroc dont le Comité d'Innovation a approuvé la généralisation sur tout le réseau après un POC réussi, BCP, CIH Bank, et d'autres. Quand nous avons battu un éditeur international présent dans plus de 40 pays dans un appel d'offres public, c'est parce que la technologie combinatoire a parlé.

Enfin, le moteur est market-agnostic. On adapte les règles produit à chaque marché, mais le cœur combinatoire reste le même. C'est pour ça qu'on prépare activement l'expansion internationale.

Question : Fiabilité, conformité, protection des données et responsabilité

La fiabilité n'est pas un argument marketing — c'est notre raison d'exister.

Notre moteur a été conçu dès le départ pour atteindre 100 % de fiabilité calculatoire.

Quand on a testé 135 agences lors de notre étude client mystère, la banque équipée de notre moteur a atteint 95 % de fiabilité, contre une moyenne inférieure à 30 % pour les outils internes du marché.

L'écart est considérable — et il ne s'explique pas par la qualité des conseillers, mais par la capacité de l'outil à traiter la mathématique combinatoire du financement habitant. Le moteur ne simplifie rien, n'arrondit rien, n'oublie rien. Il évalue l'exhaustivité des alternatives de financement.

Sur la conformité, notre plateforme est nativement conçue pour le cadre réglementaire en vigueur — les grilles bancaires marocaines, la réglementation de Bank Al-Maghrib, les spécificités de la Mourabaha.

Chaque simulation est traçable de bout en bout. Et quand nous nous déployons chez une banque, c'est en marque blanche avec les paramètres validés par la banque elle-même via un back-office administrateur.

Pour la protection des données, nous opérons en hébergement souverain dans un datacenter au Maroc. Le modèle SaaS signifie que chaque banque a son environnement cloisonné.

On ne partage jamais les données d'une banque avec une autre. Sur nos comparateurs B2C, les simulations sont anonymes — le client peut simuler sans créer de compte ni fournir de CIN.

Concernant la responsabilité : notre agent IA délivre un pré-accord de principe — pas un accord définitif. Le dossier est systématiquement repris par un expert humain pour la validation finale.

C'est ce qu'on appelle un opérateur autonome sous supervision humaine. L'IA traite la qualification, la simulation exhaustive et la pré-approbation. L'humain valide, signe et accompagne. Ce n'est pas de l'IA qui remplace le banquier — c'est de l'IA qui l'arme avec les bons calculs.

Question : La prochaine bataille : convaincre, industrialiser, ou devenir un champion mondial ?

Les trois à la fois — mais la vraie réponse, c'est prouver qu'une fintech marocaine peut devenir l'infrastructure mondiale du crédit immobilier intelligent.

Au Maroc, le modèle est prouvé. On a atteint 600 000 dollars d'ARR, on vise le million d'ici fin 2026. De 1 client SaaS en 2023 à plus de 10 banques déployées en 2 ans — dont 7 nouveaux déploiements ce trimestre seul.

Et tout ça avec une équipe de 6 personnes, zéro commercial dédié, entièrement autofinancé depuis 2023. Le taux de marge brute approche 90 %. Le taux de churn est à environ 10 % par an. Le playbook fonctionne.



Question : La prochaine bataille : convaincre, industrialiser, ou devenir un champion mondial ?

Les trois à la fois – mais la vraie réponse, c'est prouver qu'une fintech marocaine peut devenir l'infrastructure mondiale du crédit immobilier intelligent.

Au Maroc, le modèle est prouvé. On a atteint 600 000 dollars d'ARR, on vise le million d'ici fin 2026. De 1 client SaaS en 2023 à plus de 10 banques déployées en 2 ans – dont 7 nouveaux déploiements ce trimestre seul.

Et tout ça avec une équipe de 6 personnes, zéro commercial dédié, entièrement autofinancé depuis 2023. Le taux de marge brute approche 90 %. Le taux de churn est à environ 10 % par an. Le playbook fonctionne.

Maintenant, la prochaine étape, c'est l'international – et en particulier les États-Unis. Le marché hypothécaire américain représente 2 200 milliards de dollars d'originations annuelles – 1100 fois le Maroc.

Et il souffre du même problème fondamental : les outils ne savent pas faire le calcul.

L'étude Carleton de 2025 montre que deux tiers des professionnels du crédit aux États-Unis signalent des erreurs de calcul récurrentes. Fannie Mae révèle que 80 % des emprunteurs américains surestiment ou ignorent l'apport minimum requis.

Notre stratégie d'entrée est précise. On cible les 4 700 credit unions américaines – massivement sous-équipées en technologie, incapables de construire un agent IA en interne, et qui perdent des parts de marché face à Rocket et Better.

On a été sélectionnés pour le Plug and Play Morocco Accelerator Batch 2 – Silicon Valley – avec un lancement le 6 avril.

On a déjà réalisé notre premier recrutement dédié au marché européen. Nos banques partenaires au Maroc opèrent plus de 30 filiales bancaires à travers l'Afrique – c'est un corridor d'expansion intégré sur tout le continent.

Le playbook est éprouvé depuis 2023 : acquérir un petit courtier agréé, construire un comparateur, accumuler des données, vendre du SaaS. Aux États-Unis, on lancera le premier courtage hypothécaire 100 % IA agentique – une catégorie qui n'existe pas encore mais vers laquelle tout le marché converge.

Better.com a prouvé que l'IA vocale scale dans le mortgage – 1,89 million d'appels en 2025. Beeline a prouvé que les economics marchent – conversion multipliée par 6. Mais personne n'a construit la couche de conseil – le cerveau financier qui transforme une conversation en recommandation exhaustive.

C'est exactement le fossé qu'on comble.

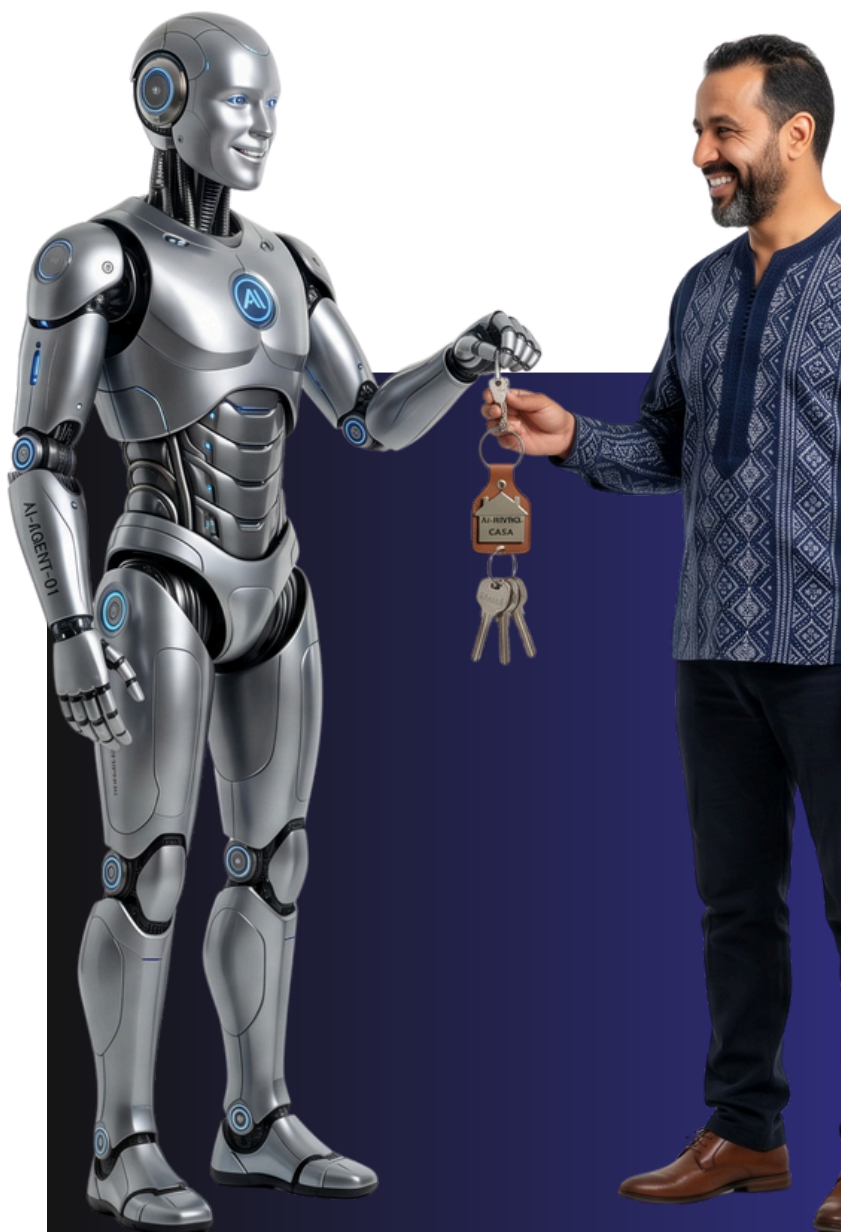
On prépare un Pre-Series A de 3 à 4 millions de dollars pour exécuter ce plan. La moitié ira à l'entrée aux États-Unis, 35 % à l'accélération au Maroc, le reste au produit et à la technologie.

Break-even en année 3, avec un objectif de 6,5 millions de dollars de revenus en 36 mois.

Le message est simple : on a commencé en 2019 avec un comparateur au Maroc pour résoudre une douleur massive des acheteurs immobiliers.

Aujourd'hui, on opère 5 comparateurs, on alimente plus de 10 banques, on a construit le moteur de pricing produit combinatoire le plus puissant au monde, et on l'a transformé en infrastructure d'IA agentique pour le crédit immobilier.

La technologie est prête. Les banques sont en production. Les résultats sont mesurables. La prochaine étape, c'est le monde – et on a toutes les chances de gagner.



IA générative : le retour du paradoxe de la productivité

Étant docteur en sciences économiques, HDR en management stratégique, MBA, ingénieur en informatique et intelligence artificielle depuis le début des années 1980, et possédant une expérience de presque un demi-siècle dans le domaine du numérique et de l'IA, entre autres, Wald Maâlam se réjouit aujourd'hui de voir certains médias internationaux, dont BFMTV, rejoindre progressivement des analyses qu'il développe depuis de nombreuses années sur les limites réelles des promesses de productivité liées au numérique et à l'intelligence artificielle.

Cette réflexion ne date pas de l'apparition de ChatGPT.

Elle remonte à ses travaux de recherche sur le paradoxe de la productivité numérique développés dès sa thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne en 1998, puis approfondis dans ses travaux académiques, ses conférences, ses cafés IA, ses livres et ses nombreuses tribunes consacrées au numérique, au management et à l'intelligence artificielle.

Il l'a encore récemment rappelé dans une tribune publiée dans L'ODJ, en expliquant que l'intelligence artificielle générative risque de reproduire les mêmes illusions que celles qui avaient accompagné les grandes vagues précédentes du numérique : une promesse de gains automatiques de performance qui oublie souvent les réalités organisationnelles, humaines et économiques.

Wald Maâlam teste également de manière régulière les IA considérées aujourd'hui comme les plus performantes par les ingénieurs et les entreprises technologiques, notamment celles développées par les acteurs les plus influents du marché mondial de l'IA.

Son constat est clair : malgré leurs capacités spectaculaires de génération, ces systèmes peuvent aussi devenir une source réelle de baisse de productivité du travail et du capital lorsqu'ils sont utilisés sans recul critique, sans gouvernance et sans véritable compréhension de leurs limites opérationnelles.

Depuis plusieurs mois, un discours dominant s'est installé autour de l'intelligence artificielle générative : produire plus vite, avec moins de personnes, grâce à l'IA. Cette promesse a été relayée avec une puissance marketing rarement observée dans l'histoire récente des technologies numériques.

Pourtant, derrière les démonstrations spectaculaires, la réalité opérationnelle devient aujourd'hui beaucoup plus nuancée.

Comme le souligne désormais BFMTV, certains développeurs et managers expliquent qu'après cinquante allers-retours avec des outils IA, ils finissent parfois par se demander s'ils n'auraient pas été plus rapides en réalisant eux-mêmes certaines tâches.

Cette phrase résume à elle seule une partie du problème actuel.

Car la vitesse de génération ne signifie pas automatiquement création de valeur. Les outils d'IA générative peuvent produire du texte, du code, des images ou des synthèses en quelques secondes. Mais ils introduisent également de nouvelles charges invisibles : vérification, correction, reformulation, supervision humaine, contrôle qualité, validation juridique, gestion des hallucinations et arbitrage stratégique.



Autrement dit, le travail ne disparaît pas. Il se transforme. Nous retrouvons ici le paradoxe de la productivité numérique observé depuis plusieurs décennies. Dès les années 1990, de nombreux chercheurs constataient déjà que les investissements massifs dans les technologies numériques ne produisaient pas toujours les gains de productivité espérés.

Aujourd'hui, l'intelligence artificielle reproduit en partie ce même phénomène.

L'erreur actuelle consiste souvent à confondre rapidité d'exécution et intelligence réelle. Or un grand modèle de langage ne comprend pas ce qu'il produit. Il prédit statistiquement des séquences plausibles à partir de masses gigantesques de données. Il ne possède ni conscience, ni compréhension humaine du contexte, ni responsabilité organisationnelle.

Depuis longtemps, Wald Maïlam rappelle également qu'il ne faut pas confondre algorithme et logiciel. Un algorithme est une manière de penser, une logique de raisonnement. Le logiciel n'est que la traduction informatique de cette logique dans un langage exécutable.

Cette nuance est fondamentale. Car beaucoup de discours actuels transforment des systèmes probabilistes extrêmement puissants en pseudo-intelligences autonomes auxquelles on attribue des capacités qu'elles ne possèdent pas réellement.

Le problème n'est donc pas l'existence des outils IA. Le problème réside dans les fantasmes de substitution totale qui les accompagnent. Dans le domaine informatique, cette situation devient particulièrement préoccupante pour les jeunes professionnels.

Certaines entreprises réduisent déjà les recrutements juniors en pensant qu'un développeur "augmenté" par l'IA pourra remplacer plusieurs profils débutants.



Mais paradoxalement, plus les outils automatisent certaines tâches, plus l'expérience humaine redevient centrale.

Pourquoi ? Parce qu'il faut désormais vérifier, interpréter, contextualiser, arbitrer, décider et assumer les conséquences. Autrement dit, l'intelligence artificielle augmente la valeur de l'expérience humaine au lieu de la supprimer.

Le paradoxe est fascinant : plus nous automatisons certaines tâches intellectuelles, plus nous redécouvrons l'importance du discernement humain. L'intelligence artificielle peut accélérer certaines opérations. Elle peut assister, suggérer, reformuler, explorer ou simuler. Mais elle ne remplace ni le jugement humain, ni la responsabilité, ni la vision stratégique, ni le savoir-faire construit par l'expérience.

L'enjeu n'est donc pas de demander ce que l'IA peut faire à notre place. L'enjeu est de comprendre ce que des humains compétents, responsables et bien formés peuvent réellement faire avec elle.

Car à force de vouloir remplacer trop vite l'humain par des prédictions statistiques, certaines organisations risquent finalement de redécouvrir une évidence ancienne : la véritable productivité ne vient pas uniquement de la vitesse d'exécution, mais de la capacité à comprendre, décider et donner du sens.

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

Robots humanoïdes : non, ce n'est plus un sujet pour 2050, mais pour 2030

Le sujet n'est donc plus : « les robots humanoïdes arriveront-ils un jour ? » La vraie question est désormais : « serons-nous prêts quand ils deviendront ordinaires ? »

Pendant longtemps, les robots humanoïdes ont appartenu au rayon confortable de la science-fiction. Ils étaient ces machines lointaines que l'on regardait dans les films, les salons technologiques ou les vidéos virales, avec ce mélange d'amusement et de scepticisme qui permet de ne pas se sentir directement concerné. 2050, disait-on. Peut-être. Un jour. Très loin. Trop loin pour inquiéter un salarié, un syndicat, une caisse de retraite, un ministère des Finances ou un chef d'entreprise.

Sauf que cette date mentale est déjà fausse. Le vrai horizon n'est plus 2050. Il est 2030. Et, en réalité, une partie du mouvement a déjà commencé.

Le sujet n'est pas de savoir si, demain matin, un robot humanoïde viendra remplacer brutalement tous les travailleurs. Ce scénario caricatural fait perdre du temps au débat. La vraie question est plus subtile, donc plus dangereuse : à partir de quel moment une machine dotée d'intelligence artificielle, capable de se déplacer dans un environnement humain, de manipuler des objets, de reconnaître une situation, de répéter une tâche physique et d'apprendre par entraînement, devient-elle un concurrent économique du travail humain ?

Cette question n'est plus théorique. Elle est déjà industrielle.

En 2025, dans l'usine BMW de Spartanburg, aux États-Unis, des robots humanoïdes Figure 02 ont été testés dans des conditions réelles de production. Selon BMW, ces robots ont contribué à la production de plus de 30.000 BMW X3, en travaillant dix heures par jour, du lundi au vendredi. L'expérience n'a donc rien d'un simple numéro de communication. Elle s'inscrit dans une chaîne automobile, avec des cadences, des pièces, des gestes répétitifs, des contraintes de qualité et une logique de productivité.



Le symbole est fort : l'humanoïde n'est plus seulement une machine qui danse sur scène. Il entre dans l'usine.

BMW a d'ailleurs annoncé en 2026 le lancement d'un projet pilote à Leipzig, en Allemagne, autour de la « physical AI », cette intelligence artificielle qui ne se contente plus de produire du texte, des images ou du code, mais agit dans le monde physique. C'est une bascule majeure. L'IA sort de l'écran. Elle descend dans l'atelier. Elle saisit, porte, déplace, contrôle, répète.

Mercedes-Benz suit la même trajectoire. Le constructeur allemand teste les robots humanoïdes Apollo d'Aptronik pour des tâches de logistique interne, de déplacement de composants

et de contrôle qualité. Reuters rapportait en mars 2025 que Mercedes-Benz avait investi dans Aptronik et expérimentait ces robots dans son Digital Factory Campus à Berlin ainsi qu'en Hongrie. Là encore, les premières cibles sont claires : les tâches répétitives, pénibles, difficiles à pouvoir, parfois dangereuses, souvent peu attractives pour les travailleurs humains.

La même logique apparaît dans la logistique. Agility Robotics affirme avoir déployé son robot Digit dans des environnements industriels, manufacturiers et logistiques, notamment chez GXO, près d'Atlanta. Digit n'est pas conçu pour philosopher sur l'avenir du travail. Il est conçu pour travailler : transporter, déplacer, exécuter des tâches physiques répétitives dans des espaces déjà pensés pour les humains. C'est précisément là que l'humanoïde devient économiquement intéressant : il n'exige pas toujours de reconstruire entièrement l'usine ou l'entrepôt. Il peut, en théorie, s'adapter à nos escaliers, nos portes, nos chariots, nos outils, nos étagères.

Même les aéroports s'y mettent. Au Japon, Japan Airlines doit lancer à partir de mai 2026 une expérimentation de robots humanoïdes à l'aéroport de Haneda, à Tokyo, pour assister les équipes dans la manutention des bagages et du cargo. L'essai, prévu jusqu'en 2028, répond à une tension très concrète : manque de main-d'œuvre, vieillissement démographique, pénibilité des métiers au sol, hausse du tourisme. Les robots ne prendront pas les décisions de sécurité, qui restent humaines, mais ils pourraient prendre en charge une partie du travail physique.

Voilà pourquoi il faut sortir du discours de salon. Les humanoïdes ne sont plus seulement un sujet de roboticiens. Ils deviennent un sujet de DRH, de fiscalité, de formation professionnelle, de droit du travail, de sécurité sociale et de politique industrielle.

La Chine, de son côté, avance à grande vitesse. À Pékin, des centres d'entraînement dédiés aux robots humanoïdes se multiplient. Dans le district de Shijingshan, des robots apprennent des gestes extrêmement simples en apparence : prendre une clé, l'aligner avec une serrure, l'insérer, la tourner. Ces gestes peuvent sembler dérisoires. Ils ne le sont pas. Toute l'histoire de l'automatisation repose sur cette accumulation de micro-compétences. Le robot qui apprend à ouvrir une porte aujourd'hui pourra, demain, accéder à une zone de stockage, intervenir dans un atelier, assister une personne âgée ou transporter un objet dans un environnement non standardisé.

La Chine a aussi ouvert de grands centres de formation de données robotiques, dont certains reproduisent des environnements domestiques et industriels à échelle réelle. L'objectif n'est pas seulement de fabriquer des robots. Il est de les entraîner massivement. C'est une différence essentielle. Comme l'IA générative a eu besoin de milliards de textes, d'images et de vidéos pour progresser, les humanoïdes ont besoin de milliards de gestes. Ils doivent apprendre le monde physique.

C'est ici que l'on comprend pourquoi l'horizon 2030 est crédible. Entre 2026 et 2030, il ne s'agit pas d'imaginer des robots omniscients, parfaits et autonomes partout. Il s'agit d'imaginer une multiplication de cas d'usage ciblés : usines automobiles, entrepôts, aéroports, nettoyage, surveillance technique, assistance logistique, manutention, inspection, préparation de commandes, interventions en environnements dangereux. Ce ne sont pas tous les métiers. Mais ce sont déjà des millions d'heures de travail humain potentiellement reconfigurées.

Le spectacle médiatique joue aussi son rôle. En Chine, les humanoïdes ne sont pas seulement introduits dans l'économie ; ils sont introduits dans l'imaginaire collectif. Lors du gala du Nouvel An lunaire, des robots Unitree ont dansé avec des performeurs humains, sous les yeux d'un public gigantesque. Reuters rappelait que cette mise en scène s'inscrit dans une vague d'enthousiasme autour du secteur chinois des humanoïdes, alors que plusieurs entreprises se préparent à lever des fonds ou à entrer en Bourse.

Le message est limpide : il ne s'agit pas seulement de technologie, mais de puissance industrielle, d'image nationale, de compétition économique.

Puis il y a eu le semi-marathon humanoïde de Pékin. En avril 2026, un robot humanoïde baptisé Lightning a terminé un semi-marathon en 50 minutes et 26 secondes, un temps inférieur au record humain officiel de la distance. Scientific American a eu raison de nuancer : courir vite ne signifie pas savoir travailler intelligemment dans une usine, s'adapter à un imprévu ou remplacer un humain dans un environnement complexe. Mais il serait tout aussi absurde de balayer l'événement d'un revers de main. Cette performance démontre des progrès rapides en locomotion, en endurance, en contrôle moteur et en refroidissement des systèmes.

Autrement dit, le robot n'a pas encore gagné la bataille du travail généraliste. Mais il gagne déjà des batailles techniques.

La prochaine rupture viendra peut-être moins de ses jambes que de sa peau. Des chercheurs ont présenté dans PNAS une peau électronique neuromorphique capable de détecter le toucher, la douleur, certains dommages et de déclencher des réflexes locaux de protection. Dans un monde où les robots devront travailler à côté des humains, cette dimension est capitale. Un robot qui ne sent rien est dangereux. Un robot qui détecte, réagit, limite la force, retire un membre ou localise une zone endommagée devient plus acceptable dans des environnements partagés.



À ce stade, la question économique devient impossible à esquiver. Notre modèle social repose sur une équation simple : les humains travaillent, perçoivent un salaire, paient des impôts, cotisent aux régimes sociaux, financent les retraites, la santé, l'éducation, les services publics. Mais que se passe-t-il si une part croissante de la valeur ajoutée est produite non plus par du travail humain salarié, mais par du capital robotique intelligent ?

Prenons une usine. Si elle produit davantage avec moins de salariés, elle améliore sa compétitivité. C'est légitime. Mais si cette productivité accrue réduit les cotisations sociales, fragilise l'emploi local et concentre les gains chez les propriétaires de technologies, qui finance le système collectif ? L'entreprise ? L'État ? Le consommateur ? Le robot lui-même, via une forme de taxe sur l'automatisation ? Le débat peut sembler provocateur. Il est pourtant rationnel.

Car derrière les humanoïdes, il ne faut pas seulement voir des machines. Il faut voir un déplacement de la richesse. Hier, la productivité venait d'un travailleur augmenté par une machine. Demain, elle pourrait venir d'une machine augmentée par l'IA, supervisée par quelques humains. Ce n'est pas la même société.

Il serait cependant dangereux de tomber dans la panique. Les robots humanoïdes restent chers, imparfaits, limités par leur autonomie énergétique, leur robustesse, leur capacité à comprendre l'imprévu, leur maintenance et leur coût réel de déploiement. Dans beaucoup de secteurs, l'humain restera plus flexible, moins coûteux, plus rapide à former et plus fiable dans des situations complexes. Mais l'histoire industrielle montre que les technologies n'ont pas besoin d'être parfaites pour transformer l'emploi. Elles doivent simplement devenir suffisamment utiles, suffisamment rentables et suffisamment disponibles.

C'est exactement ce qui semble se préparer.

Le débat à ouvrir n'est donc pas : faut-il interdire les humanoïdes ? Ce serait vain. Il est plutôt : comment éviter que la robotisation humanoïde ne devienne une machine à privatiser les gains et socialiser les pertes ? Il faudra parler de formation, d'abord. Les travailleurs exposés aux tâches automatisables doivent être accompagnés avant que les postes disparaissent, pas après. Il faudra parler de fiscalité ensuite. Si le travail humain recule dans certains segments, les systèmes sociaux ne peuvent pas dépendre uniquement des cotisations sur salaire. Il faudra parler de droit du travail aussi : qui est responsable lorsqu'un robot blesse, bloque, discrimine, surveille ou remplace ? Il faudra enfin parler de souveraineté industrielle. Les pays qui ne produiront ni les robots, ni les logiciels, ni les données d'entraînement risquent de devenir de simples marchés clients de la robotique mondiale.

Pour le Maroc, la question mérite d'être posée dès maintenant. Notre économie ne sera pas concernée au même rythme que les États-Unis, la Chine, le Japon ou l'Allemagne. Mais elle le sera indirectement par les chaînes de valeur mondiales, l'automobile, l'aéronautique, la logistique portuaire, les centres d'appel augmentés par l'IA, les services, la formation et la compétitivité industrielle. Si les grands donneurs d'ordre mondiaux robotisent certaines tâches, les sous-traitants devront suivre. Et si nous découvrons le sujet trop tard, nous subirons les standards au lieu de les négocier.

La vraie erreur serait donc de continuer à traiter les humanoïdes comme un folklore technologique. Le robot qui court à Pékin amuse. Le robot qui danse à la télévision fascine. Le robot qui porte des bagages à Haneda intrigue. Le robot qui travaille chez BMW ou Mercedes-Benz dérange davantage. Parce qu'il pose la seule question qui compte : que devient le contrat social lorsque le travail cesse d'être exclusivement humain ?

2030 n'est pas un horizon lointain. C'est dans quatre ans. Juste le temps d'un cycle industriel, d'une levée de fonds, d'un programme pilote, d'une réglementation mal préparée ou d'un choc brutal sur certains métiers.

Les humanoïdes ne sont pas encore partout. Mais ils sont déjà quelque part. Et dans l'histoire économique, c'est souvent ainsi que commencent les vraies ruptures : par quelques expérimentations que l'on regarde avec curiosité, puis par des gains de productivité que l'on applaudit, puis par des emplois que l'on découvre exposés, puis par un débat social que l'on ouvre trop tard.

Le sujet n'est donc plus : « les robots humanoïdes arriveront-ils un jour ? »

La vraie question est désormais : « serons-nous prêts quand ils deviendront ordinaires ? »



**Adnane
Benchakroun**

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE MONTRE,

mais elle vous donne
le bon tempo **de l'actualité.**



NI TROP TÔT, NI TROP TARD :
AU MOMENT JUSTE, AVEC LA BONNE LECTURE.

WWW.LODJ.MA

L'IA coûte-t-elle plus cher que l'humain ?

Wald Maâlam face au paradoxe économique de l'intelligence artificielle.

Wald Maâlam, fondateur de l'Observatoire de l'Intelligence Artificielle (OIA)

Pourtant, depuis longtemps déjà, Wald Maâlam rappelle une idée simple : une technologie n'a de sens économique que si le rapport entre son coût, son utilité et sa productivité est réellement soutenable.

Or, ce que commencent aujourd'hui à révéler plusieurs dirigeants de l'industrie technologique est particulièrement intéressant.

Des responsables de NVIDIA, des développeurs utilisant Claude, ainsi que plusieurs analyses publiées dans la presse économique américaine, évoquent désormais un phénomène inattendu : dans certains cas, l'IA coûte plus cher que les humains qu'elle est censée remplacer.

Le sujet n'est plus marginal.

Les abonnements deviennent de plus en plus coûteux :

- Claude Max entre 100 et 200 dollars par mois ;
- OpenAI Pro autour de 200 dollars ;
- Gemini Ultra autour de 125 dollars ;
- sans parler des coûts API, parfois estimés entre 500 et 2 000 dollars mensuels pour certains usages intensifs.

À cela s'ajoutent :

- les infrastructures GPU ;
- le stockage ;
- la bande passante ;
- la supervision humaine ;
- la correction des hallucinations ;
- la sécurité ;
- la conformité réglementaire ;
- et surtout... le coût caché de la dépendance.

Car derrière chaque prompt, il y a de la puissance de calcul.

Et derrière chaque génération automatique, il y a un coût énergétique, matériel et financier considérable. Le paradoxe est fascinant : plus les modèles deviennent puissants, plus ils deviennent coûteux à exploiter.

Autrement dit, l'industrialisation massive de l'IA générative pourrait produire l'effet inverse du récit dominant : non pas une réduction automatique des coûts, mais parfois une explosion des dépenses. C'est exactement ce que Wald Maâlam explique depuis longtemps lorsqu'il évoque le paradoxe de la productivité numérique.

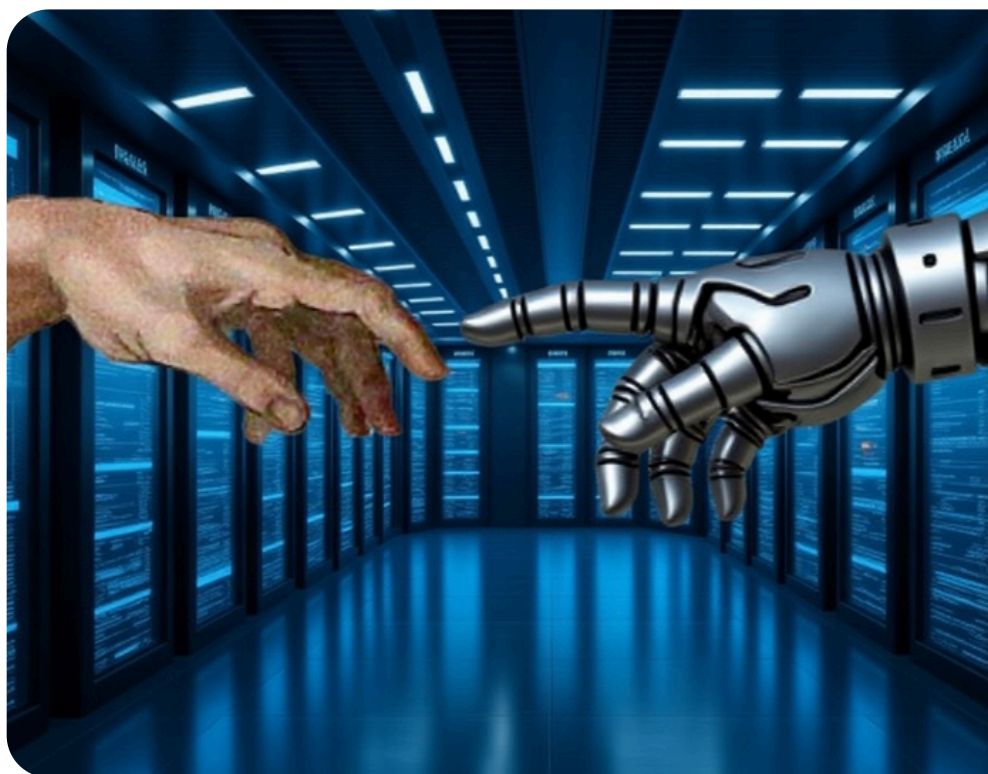
Une technologie peut être impressionnante sans être économiquement optimale.

Elle peut produire des démonstrations spectaculaires sans produire un véritable gain de valeur durable. L'histoire du numérique regorge d'exemples similaires. Le problème n'est donc pas de savoir si l'IA est « intelligente ». La vraie question économique est : dans quels contextes son usage est-il réellement rentable ?

Et surtout : rentable pour qui ? Pour les fournisseurs de GPU ? Pour les plateformes ? Pour les investisseurs ? Ou pour les entreprises qui paient les abonnements et les API ?

Dans beaucoup d'organisations, on découvre progressivement que :

- l'IA accélère certaines tâches ;
- mais génère aussi de nouveaux coûts ;
- nécessite de nouvelles compétences ;
- augmente la dépendance technologique ;
- et exige davantage de contrôle humain.



Autrement dit : l'humain ne disparaît pas. Il se déplace. Il supervise. Il vérifie. Il arbitre. Il corrige. Il assume la responsabilité finale.

C'est ici que l'approche de Wald Maâlam devient essentielle.

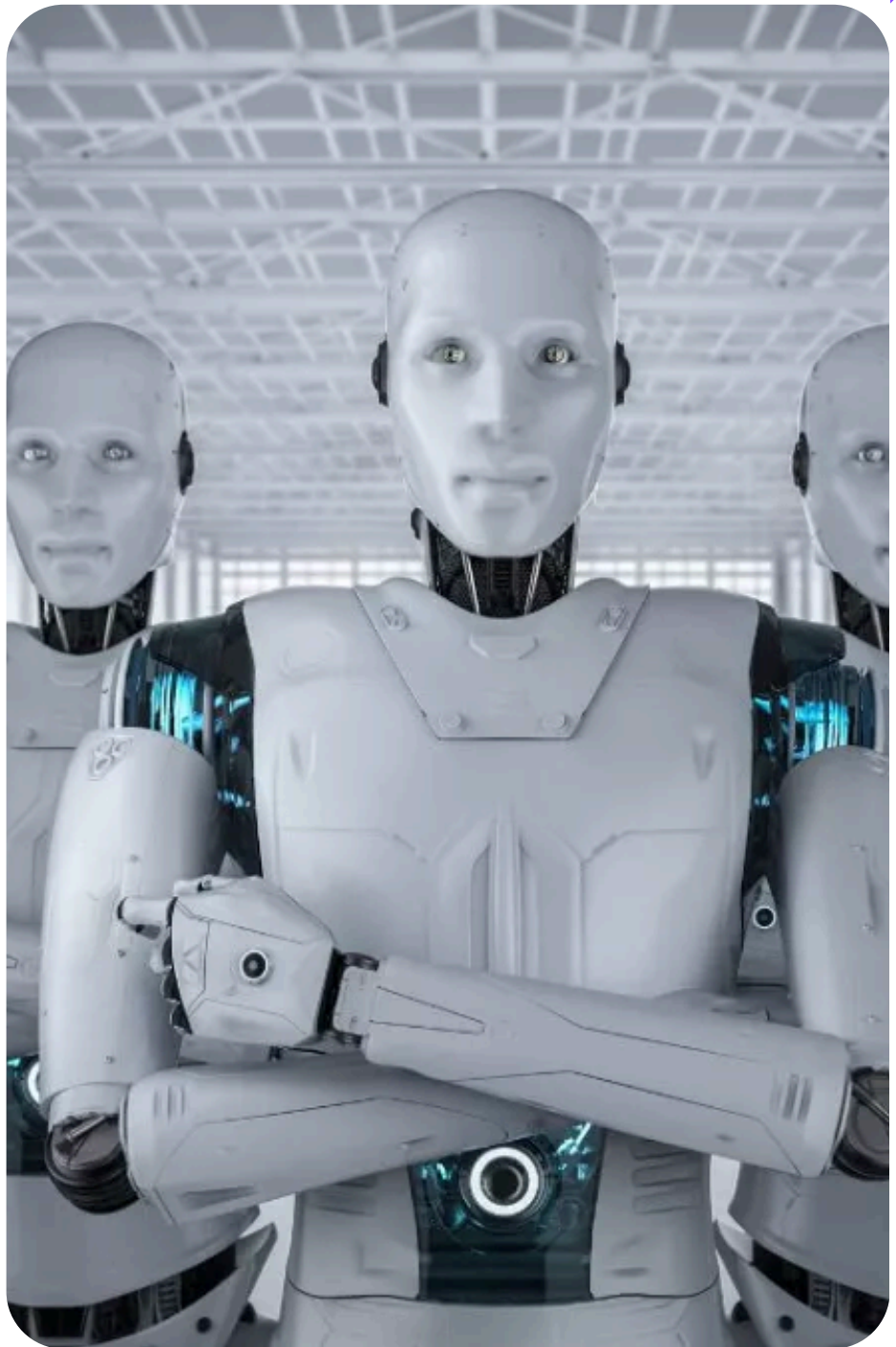
Depuis ses premiers travaux sur le numérique, puis dans ses livres sur l'intelligence artificielle, il rappelle qu'un algorithme n'est pas un logiciel. Un algorithme est une manière de penser.

Le logiciel n'est qu'une traduction informatique de cette logique. Et aujourd'hui, beaucoup découvrent que remplacer une intelligence humaine contextualisée par des couches massives de calcul probabiliste peut devenir extrêmement coûteux.

Ce débat est fondamental pour le Maroc, l'Afrique et les économies émergentes. Car importer massivement des solutions IA étrangères sans mesurer :

- les coûts réels ;
- les dépendances ;
- les infrastructures nécessaires ;
- les impacts sur la souveraineté numérique ;
- et les gains économiques véritables, pourrait créer une nouvelle forme de dépendance technologique.

L'enjeu n'est donc pas « IA ou humain ». L'enjeu est : où l'IA apporte-t-elle une utilité réelle, mesurable et soutenable ? Wald Maâlam le répète souvent : une technologie utile n'est pas forcément celle qui remplace l'humain, mais celle qui augmente intelligemment ses capacités sans détruire l'équilibre économique et social.



Et peut-être que la grande surprise de 2026 sera celle-ci : nous découvrons progressivement que l'intelligence artificielle coûte parfois plus cher que l'intelligence humaine qu'elle prétend remplacer.

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

Data centers marocains : le mythe du 100 % souverain

Le Maroc a raison de vouloir renforcer sa souveraineté numérique. Héberger les données sensibles sur le territoire national, développer des infrastructures cloud locales, sécuriser les services publics, protéger les données des citoyens et réduire la dépendance aux grandes plateformes étrangères sont devenus des impératifs stratégiques. Mais une confusion persiste : croire qu'un data center installé au Maroc serait, par nature, un data center 100 % souverain.

Un data center peut être marocain par son implantation, son opérateur, son cadre juridique et ses clients. Il peut respecter les exigences de la CNDP, appliquer la loi 09-08 sur les données personnelles, être audité par des équipes nationales et servir des administrations publiques. Mais cela ne signifie pas qu'il maîtrise toute la chaîne technique qui le fait fonctionner. La souveraineté numérique ne se décrète pas par l'adresse postale d'un bâtiment.

Première dépendance : le matériel. Les serveurs, processeurs, GPU, cartes réseau, systèmes de stockage, routeurs, pare-feux, baies, onduleurs et équipements de refroidissement proviennent de chaînes industrielles mondiales. Le Maroc peut acheter, assembler, installer et exploiter. Mais il ne fabrique pas les puces, ne contrôle pas les architectures critiques, ne décide pas seul des cycles de production, ni des restrictions d'exportation. Or, dans le monde de l'intelligence artificielle, cette dépendance devient encore plus visible : sans GPU, pas de calcul massif ; sans composants avancés, pas de cloud compétitif.

Deuxième dépendance, plus discrète : le logiciel. Un data center moderne n'est pas seulement une salle remplie de machines. C'est un empilement de couches logicielles : systèmes d'exploitation, hyperviseurs, plateformes de virtualisation, bases de données, outils de sauvegarde, orchestration Kubernetes, pare-feux applicatifs, supervision, automatisation, chiffrement, gestion des identités, solutions SIEM, EDR, anti-DDoS. Chaque couche dépend de licences, de mises à jour, de correctifs de sécurité, de documentations techniques, de communautés open source ou d'éditeurs privés souvent étrangers.



C'est ici que le mythe du 100 % souverain se fissure le plus. La souveraineté ne se perd pas seulement à l'achat du serveur. Elle se rejoue chaque semaine, parfois chaque jour, au moment des patches, des montées de version, des vulnérabilités critiques, des renouvellements de certificats, des dépendances logicielles et du support constructeur. Un data center qui ne se met pas à jour devient rapidement vulnérable. Un data center qui se met à jour reste dépendant de fournisseurs externes. Le dilemme est là.

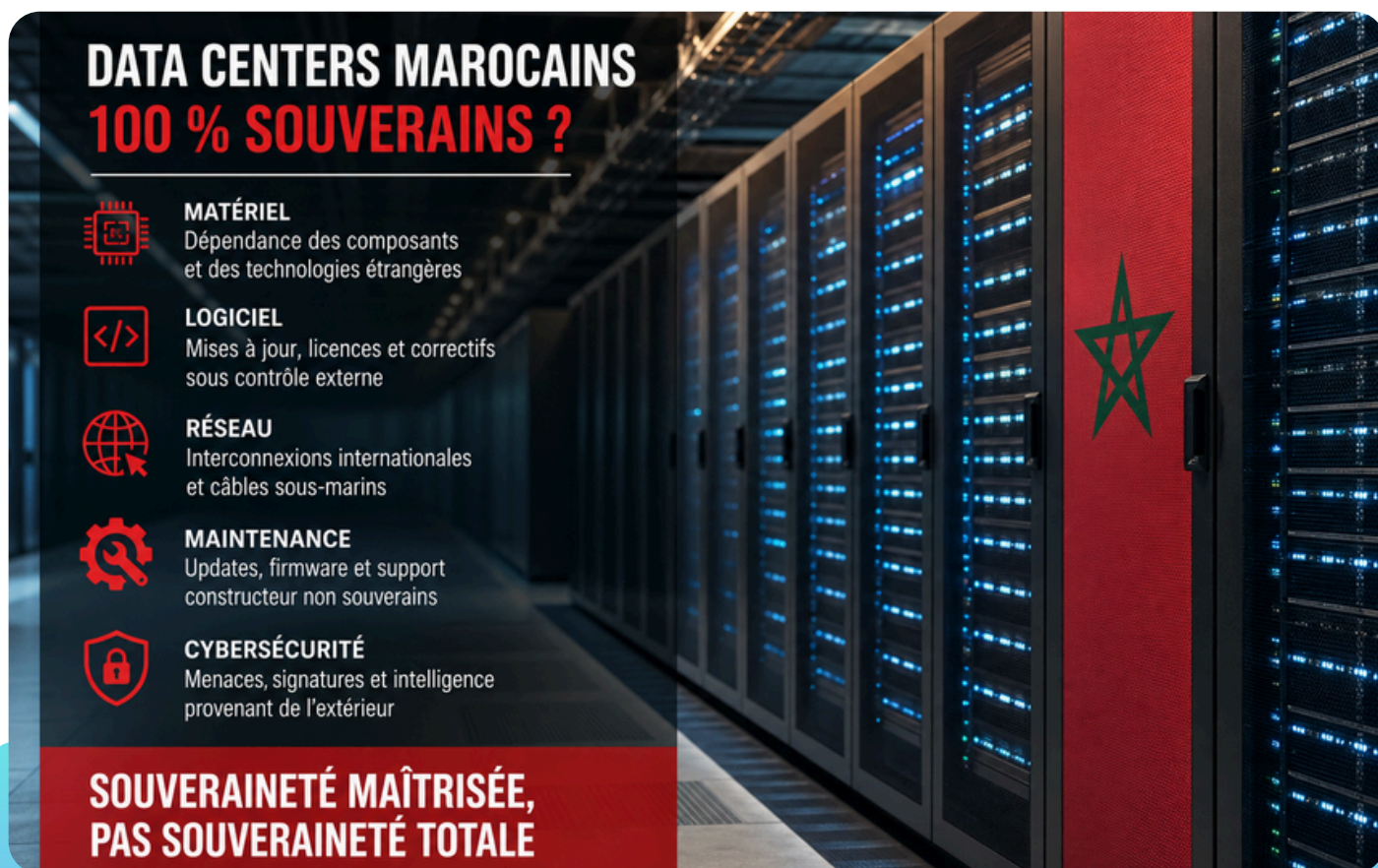
La maintenance révèle cette dépendance permanente. Firmware des serveurs, BIOS, contrôleurs RAID, cartes réseau, GPU, systèmes de stockage : tous nécessitent des correctifs. Les hyperviseurs doivent être maintenus. Les bases de données doivent être patchées. Les outils de cybersécurité doivent recevoir des signatures et des flux de renseignement sur les menaces. Les plateformes cloud internes doivent évoluer pour rester compatibles, sûres et performantes. Même l'open source, souvent présenté comme une voie de souveraineté, exige des compétences rares, une veille constante et une capacité d'audit que peu d'organisations maîtrisent totalement.

Troisième dépendance : le réseau. Un data center marocain reste relié au monde par des câbles sous-marins, des opérateurs télécoms, des points d'échange Internet, des protocoles internationaux et des routes numériques qui ne s'arrêtent pas aux frontières. Cette interconnexion est une force pour l'économie numérique marocaine. Mais elle signifie aussi que l'autonomie totale est illusoire. Internet est, par essence, une architecture d'interdépendance.






Quatrième dépendance : l'énergie. Même si le Maroc mise sur les énergies renouvelables, et même si certains projets de data centers verts ouvrent des perspectives intéressantes, la chaîne énergétique reste elle aussi technologique. Panneaux solaires, batteries, transformateurs, systèmes de pilotage, refroidissement, logiciels d'optimisation énergétique : là encore, la souveraineté dépend de composants, de normes et de savoir-faire mondialisés.

Faut-il en conclure que la souveraineté numérique marocaine est impossible ? Non. Ce serait une erreur inverse. Le vrai sujet n'est pas d'atteindre une souveraineté absolue, mais de construire une souveraineté maîtrisée, graduée et lucide. Le Maroc peut contrôler la localisation des données sensibles, imposer des règles contractuelles strictes, exiger des audits de sécurité, développer des compétences nationales, favoriser des architectures hybrides, diversifier les fournisseurs, documenter les dépendances critiques et mettre en place des plans de continuité.

La souveraineté numérique n'est donc pas un état pur. C'est une stratégie de réduction des dépendances dangereuses. Elle consiste à savoir ce que l'on contrôle, ce que l'on ne contrôle pas, ce que l'on peut remplacer, ce que l'on doit auditer et ce que l'on ne doit jamais confier à un seul acteur.



DATA CENTERS MAROCAINS 100 % SOUVERAINS ?

- 
MATÉRIEL
Dépendance des composants et des technologies étrangères
- 
LOGICIEL
Mises à jour, licences et correctifs sous contrôle externe
- 
RÉSEAU
Interconnexions internationales et câbles sous-marins
- 
MAINTENANCE
Updates, firmware et support constructeur non souverains
- 
CYBERSÉCURITÉ
Menaces, signatures et intelligence provenant de l'extérieur

**SOUVERAINETÉ MAÎTRISÉE,
PAS SOUVERAINETÉ TOTALE**

Le Maroc a besoin de data centers nationaux. Il a besoin de cloud local. Il a besoin d'infrastructures robustes pour l'administration, la santé, la finance, l'éducation, la sécurité et l'intelligence artificielle. Mais il a surtout besoin d'un discours honnête. Dire "100 % souverain" rassure politiquement, mais affaiblit techniquement. Dire "souveraineté maîtrisée" oblige à travailler sérieusement.

La vraie souveraineté numérique marocaine ne sera pas dans le slogan. Elle sera dans la capacité à identifier les dépendances, à les réduire, à les contractualiser, à les surveiller et à former les ingénieurs capables de les comprendre.

En clair : un data center marocain peut être souverain d'usage, souverain de gouvernance, souverain de localisation. Mais il ne sera jamais totalement souverain technologiquement. Et ce n'est pas un échec. C'est simplement la réalité du monde numérique contemporain.

L'IA souveraine ne se décrète pas : elle se construit

Wald Maïlam face au partenariat entre Mistral AI et La Banque Postale.

Le partenariat annoncé entre Mistral AI et La Banque Postale marque une nouvelle étape dans la transformation numérique des grandes institutions européennes. À première vue, l'annonce semble confirmer l'émergence d'une alternative européenne crédible face aux géants américains de l'intelligence artificielle. Infrastructure locale, exécution « on-premise », maîtrise des données, souveraineté technologique : tous les mots-clés du moment sont présents.

Mais derrière l'effet d'annonce, une question essentielle demeure : parle-t-on réellement de souveraineté numérique... ou simplement d'un repositionnement industriel dans la chaîne mondiale de l'IA ?

Depuis plusieurs années, Wald Maïlam rappelle une idée simple :

La souveraineté numérique ne se réduit ni à un drapeau européen, ni à un hébergement local, ni à un discours marketing autour de « l'IA souveraine ».

Car une intelligence artificielle repose sur plusieurs couches profondément interdépendantes : les semi-conducteurs, les GPU, les infrastructures cloud, les réseaux, l'énergie, les systèmes d'exploitation, les bibliothèques logicielles, les données, les compétences humaines et surtout les modèles organisationnels capables d'intégrer ces technologies dans les processus métiers.

Autrement dit, l'IA n'est pas un produit isolé. Elle est un système. Le choix de La Banque Postale d'intégrer les modèles de Mistral AI directement dans ses infrastructures internes est néanmoins stratégique.

Dans le secteur bancaire, la question de la confidentialité des données, de la conformité réglementaire et de la maîtrise des flux informationnels devient centrale.

Ce mouvement montre également une évolution importante : nous passons progressivement du chatbot spectaculaire destiné au grand public vers des IA spécialisées, sécurisées et profondément intégrées aux métiers.

Les usages annoncés sont révélateurs : lutte contre la fraude, lutte contre le blanchiment, assistance aux développeurs, automatisation documentaire, support aux collaborateurs et amélioration de la relation client.

Nous entrons donc dans une phase beaucoup plus concrète de l'IA : celle de l'intégration opérationnelle.

Mais cette évolution pose immédiatement une autre question : où se situe réellement la valeur ? Dans beaucoup d'organisations, le débat public se focalise excessivement sur le modèle de langage lui-même.

Or, dans la réalité économique, la valeur se trouve souvent ailleurs : dans la qualité des données internes, dans l'organisation, dans les processus, dans la gouvernance, dans les compétences, dans la cybersécurité, dans la capacité à transformer les métiers et dans l'intelligence collective des équipes.

Un grand modèle de langage mal intégré produit surtout du bruit.

Une organisation mature peut, au contraire, créer énormément de valeur avec des outils beaucoup plus simples. C'est précisément ce que le débat actuel oublie trop souvent.

Depuis novembre 2022, une grande partie du discours mondial autour de l'IA repose sur une logique de fascination technologique.

On vend des promesses de rupture totale, d'automatisation massive, voire de remplacement généralisé de l'humain. La réalité est beaucoup plus complexe.





La Banque Postale prévoit déjà d'équiper plusieurs milliers de collaborateurs avec ces outils tout en investissant dans leur accompagnement et leur formation. Ce point est fondamental.

Car l'IA n'élimine pas automatiquement le travail humain. Elle transforme les équilibres entre automatisation, supervision, responsabilité, expertise, contrôle et décision. L'enjeu devient donc moins technologique qu'organisationnel, culturel et stratégique. Et c'est ici que le Maroc et l'Afrique doivent observer attentivement ce type de partenariat.

Pourquoi ? Parce que la bataille mondiale de l'IA ne se joue plus uniquement sur les modèles. Elle se joue désormais sur la maîtrise des données, la capacité d'intégration sectorielle, la gouvernance, la souveraineté cognitive, les infrastructures et la formation des compétences locales.

Le véritable risque pour les pays du Sud n'est pas seulement de « rater l'IA ». Le risque est de devenir uniquement des fournisseurs de données, de temps humain, d'annotation, de marchés ou d'usages captifs pour des modèles conçus ailleurs.

Une souveraineté numérique réelle suppose donc une vision stratégique, des infrastructures, des chercheurs, des ingénieurs, des juristes, des économistes, des linguistes et une capacité locale à penser les usages de l'IA selon ses propres réalités culturelles, sociales et économiques.

Wald Maâlam le rappelle souvent : un algorithme n'est pas un logiciel.

Un algorithme est d'abord une manière de penser. Le logiciel n'est que la traduction informatique de cette logique. C'est précisément pour cette raison que la question de l'IA dépasse largement la technologie.

Elle touche désormais l'éducation, la culture, la gouvernance, la finance, le travail, la souveraineté et même notre manière de produire et transmettre les connaissances.

L'avenir appartiendra probablement non pas à une IA universelle unique, mais à des écosystèmes hybrides capables d'articuler expertise humaine, intelligence métier, infrastructures locales, gouvernance responsable et technologies adaptées aux réalités de chaque société. L'IA souveraine ne se proclame pas. Elle se construit.

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

OpenAI face à une plainte après un drame lié aux conseils médicaux de ChatGPT

OpenAI est poursuivie en justice après la mort tragique d'un jeune homme de 19 ans qui aurait suivi les conseils médicaux de ChatGPT. Une affaire qui relance le débat sur les limites et les dangers de l'intelligence artificielle.

OpenAI, la célèbre entreprise américaine spécialisée dans l'intelligence artificielle, et son PDG Sam Altman font face à une nouvelle poursuite judiciaire. Selon un rapport de l'agence Reuters, une plainte a été déposée en Californie par les parents de Sam Nelson, un jeune homme de 19 ans décédé le 31 mai 2025 après avoir suivi des conseils médicaux fournis par l'outil ChatGPT.

La plainte réclame des dommages et intérêts et demande la suspension du lancement de la version médicale de ChatGPT, baptisée "ChatGPT Health", prévue dans les semaines à venir. Selon les parents de Nelson, cette fonctionnalité représente un danger pour la santé des utilisateurs.

Une tragédie liée à des conseils médicaux risqués

D'après la plainte, Sam Nelson aurait consulté ChatGPT pour obtenir une combinaison de médicaments, incluant le Xanax, un anxiolytique prescrit pour traiter les nausées, et un produit à base de plantes appelé Kratom, connu pour ses effets semblables à ceux des opioïdes. Cette combinaison s'est révélée fatale pour le jeune homme.

OpenAI, par l'intermédiaire de son porte-parole Drew Pusteri, a réagi en précisant que ces interactions avaient eu lieu avec une version précédente de ChatGPT, désormais indisponible. Il a également rappelé que ChatGPT n'est pas conçu pour remplacer une consultation médicale ou psychologique et que l'entreprise travaille en collaboration avec des experts en santé mentale pour améliorer les réponses du modèle dans des situations délicates.

ChatGPT 4.0 et la polémique des conseils médicaux

La plainte souligne que Nelson avait auparavant tenté d'obtenir des informations similaires auprès de ChatGPT, mais que l'outil avait refusé de répondre à ses demandes. Cependant, avec le lancement de la version ChatGPT 4.0, le logiciel aurait fourni des informations détaillées et des recommandations concernant des substances non réglementées et des médicaments. Ces conseils auraient conduit Nelson à expérimenter des combinaisons dangereuses, avec des conséquences tragiques.

La version ChatGPT 4.0 a déjà fait l'objet de controverses, notamment pour avoir été impliquée dans des affaires où des utilisateurs ont commis des actes graves, tels que des crimes ou des suicides, selon un rapport du New York Times.

La famille de Nelson accuse également OpenAI d'avoir précipité le lancement de ChatGPT 4.0 et de ChatGPT Health, mettant ainsi en danger la santé et la sécurité des utilisateurs.



Vers une régulation de l'intelligence artificielle ?

Cette affaire soulève de nombreuses questions sur la responsabilité des entreprises d'intelligence artificielle dans l'utilisation de leurs produits. Alors qu'OpenAI prévoit de lancer ChatGPT Health, une version dédiée à fournir des conseils médicaux personnalisés à partir des données de santé des utilisateurs, cette plainte pourrait freiner son développement. La famille de Nelson espère que cette action en justice entraînera une révision des politiques d'utilisation de ChatGPT et suspendra le lancement de la version médicale, afin d'éviter que d'autres familles ne subissent une tragédie similaire.

L'intelligence artificielle, bien qu'elle offre des opportunités sans précédent dans divers domaines, continue de susciter des débats sur les questions éthiques et les risques liés à son utilisation. Le cas de Sam Nelson rappelle l'importance cruciale d'une régulation stricte et d'une prudence accrue dans le développement de ces technologies.

Basma Berrada

IA, LLM et responsabilité : le Maroc face au défi réglementaire

La proposition d'alignement réglementaire de Wald Maâlam

Depuis l'apparition des grands modèles de langage (LLM), une question devient centrale dans le débat mondial autour de l'intelligence artificielle : qui est responsable lorsqu'un système d'IA provoque un dommage grave ?

La réponse paraît simple lorsqu'on reste dans une lecture classique du droit ou de la technologie. On cherche alors un responsable unique : le fournisseur du système, l'utilisateur, l'entreprise qui l'exploite ou encore le développeur.

Mais cette approche devient insuffisante dès lors que l'on comprend ce qu'est réellement un système d'intelligence artificielle moderne.

Dans la vision développée depuis plusieurs années autour du paradigme systémique, de l'entreprise intelligente et de l'alignement stratégique, un LLM n'est jamais un simple logiciel autonome. Il constitue un assemblage complexe de décisions humaines, scientifiques, techniques, économiques, organisationnelles et politiques.

Autrement dit : un LLM ne pense pas seul, ne décide pas seul et n'agit jamais seul.

Derrière chaque réponse générée, chaque recommandation, chaque hallucination ou chaque dommage, il existe toujours une logique algorithmique, une traduction logicielle, une infrastructure matérielle, un modèle économique, une chaîne décisionnelle, une gouvernance et des choix politiques.

L'alignement réglementaire

C'est précisément pour cette raison que Wald Maâlam propose aujourd'hui d'introduire un nouveau concept adapté aux réalités de l'intelligence artificielle : l'alignement réglementaire.

L'idée est simple : les responsabilités liées à l'intelligence artificielle ne peuvent être définies correctement que si toutes les couches du système sont alignées juridiquement, techniquement, humainement, organisationnellement et politiquement.

L'algorithme n'est pas le logiciel

Wald Maâlam insiste depuis longtemps sur une distinction fondamentale souvent oubliée dans le débat public : un algorithme n'est pas un programme informatique. L'algorithme correspond à une manière de penser, une logique de raisonnement, une méthode de résolution d'un problème.

Le programme informatique, lui, n'est que la traduction de cette logique dans un langage de programmation.

Cette distinction est fondamentale car derrière tout LLM existent des hypothèses, des modèles mathématiques, des critères statistiques, des arbitrages cognitifs et une certaine vision du monde.

Autrement dit : un LLM transporte toujours les choix intellectuels de ses concepteurs.

Le code n'est jamais neutre

Entre l'algorithme théorique et le LLM opérationnel existe une étape essentielle : le code. Cette phase transforme une logique abstraite en système capable d'agir dans le monde réel.

Une logique théoriquement pertinente peut devenir dangereuse à cause d'un mauvais développement, d'un manque de contrôle, d'une absence de supervision ou d'une architecture logicielle mal conçue.

Le code n'est donc jamais neutre. Une erreur logicielle dans un LLM peut produire des hallucinations graves, des manipulations cognitives, des décisions erronées ou des recommandations dangereuses.

L'infrastructure invisible

Un LLM dépend de centres de données, de GPU, de clouds, de réseaux, d'architectures logicielles et de systèmes de cybersécurité. Dans l'approche systémique défendue par Wald Maâlam, l'infrastructure fait partie intégrante de l'intelligence artificielle.

Une dépendance totale à des infrastructures étrangères pose donc un problème majeur de souveraineté cognitive et réglementaire.

Le fournisseur reste responsable

Pour Wald Maâlam, une entreprise qui fournit un LLM reste responsable même lorsqu'elle livre son code source ou accorde une licence d'exploitation. Pourquoi ? Parce qu'elle connaît mieux que quiconque les limites du modèle, ses vulnérabilités, ses biais, ses risques et ses dépendances techniques.



La fourniture d'un LLM devrait obligatoirement inclure une documentation complète, des protocoles d'utilisation, des scénarios de risque, des mécanismes de supervision, des procédures d'audit, des obligations de formation et des mécanismes de traçabilité.

Choisir une IA est un acte politique

Dans la logique de l'alignement réglementaire, choisir une technologie est déjà une décision politique. Le responsable politique, administratif ou stratégique qui décide d'intégrer un LLM dans une administration, une banque, une école, un hôpital, une entreprise publique ou une plateforme nationale porte donc une responsabilité stratégique majeure.

Pour Wald Maâlam, les responsables politiques, quel que soit leur niveau de responsabilité, doivent assumer pleinement leurs choix technologiques et stratégiques. Ils doivent également assumer les conséquences de ces choix, les architectures institutionnelles qu'ils construisent, les dépendances qu'ils créent, les infrastructures matérielles et logicielles qu'ils retiennent, ainsi que les impacts économiques, sécuritaires et sociétaux qui en découlent.

Choisir un LLM sans comprendre son fonctionnement, ses limites, ses risques, ses implications géopolitiques ou ses impacts sur la souveraineté numérique constitue déjà une faute de gouvernance.

L'organisation devient co-responsable

Toute entreprise ou administration qui déploie un LLM devient également co-responsable. Elle choisit les usages autorisés, les niveaux d'automatisation, les procédures de validation humaine, les mécanismes de contrôle et les politiques de sécurité.

Avant tout déploiement d'IA, une organisation devrait disposer d'une gouvernance IA, d'une cartographie des risques, d'un protocole de supervision, d'un responsable IA identifié et d'un mécanisme clair de responsabilité.

L'utilisateur ne peut être laissé seul

L'utilisateur final porte lui aussi une part de responsabilité. Mais cette responsabilité dépend de son niveau de formation, de sa compréhension du système, du contexte d'usage et du niveau d'information fourni par les autres acteurs.

C'est pourquoi une véritable culture de l'intelligence artificielle devient aujourd'hui indispensable.

Gouverner, c'est mesurer

Le Maroc ne doit pas seulement produire des lois autour de l'intelligence artificielle. Il doit surtout construire une véritable capacité nationale et régionale de pilotage, d'évaluation et de supervision de l'IA.

Or, on ne peut pas gouverner ce que l'on ne mesure pas. L'alignement réglementaire doit donc être traduit en indicateurs simples, tableaux de bord compréhensibles, mécanismes d'évaluation accessibles et référentiels adaptés aux réalités marocaines.

Wald Maâlam propose ainsi la création progressive d'un Indice Marocain d'Alignement Réglementaire de l'IA décliné au niveau national, régional, sectoriel et organisationnel.

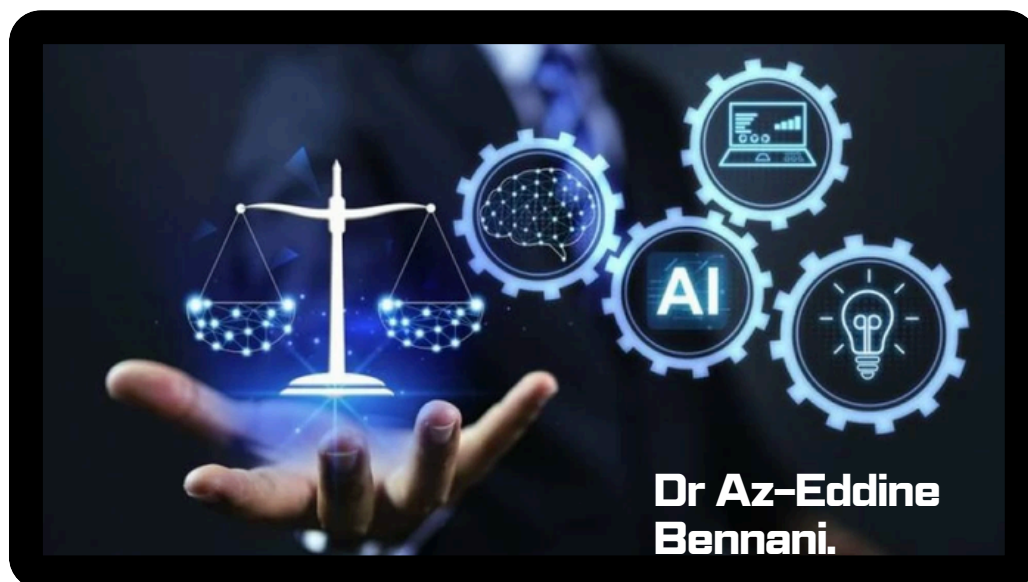
Une doctrine marocaine devient nécessaire

Dans cette dynamique, il convient également de saluer l'effort engagé par le Maroc pour se doter progressivement d'un cadre réglementaire et institutionnel capable de mieux cerner les enjeux liés à l'intelligence artificielle.

Cette prise de conscience montre que le Royaume ne considère plus l'IA uniquement comme une question technologique, mais également comme un enjeu de souveraineté, de gouvernance, de sécurité, de compétitivité et de transformation sociétale.

Mais la véritable difficulté ne résidera pas uniquement dans la rédaction d'une loi. Elle résidera surtout dans la capacité à construire une vision systémique cohérente, des institutions compétentes, des mécanismes d'évaluation simples et une culture collective de responsabilité autour de l'IA. Car une réglementation efficace de l'intelligence artificielle ne peut être uniquement juridique.

Elle doit être simultanément technologique, organisationnelle, humaine, éducative, économique et politique. C'est précisément cette cohérence globale que Wald Maâlam désigne par l'alignement réglementaire de l'intelligence artificielle.



Dr Az-Eddine Bennani.

WhatsApp en mode secret : l'IA qui veut devenir votre nouveau confident

Meta introduit sur WhatsApp un mode "Incognito" pour son IA, promettant des conversations confidentielles, sans accès aux données par la plateforme elle-même.

Mode "Incognito" pour Meta AI sur WhatsApp

On utilise WhatsApp pour tout. Envoyer un "t'es où ?", transférer un même douteux à ses amis, partager une note vocale de six minutes après une mauvaise journée... et parfois même raconter des choses qu'on n'oserait jamais publier ailleurs.

C'est justement là que Meta a flairé une nouvelle tendance : transformer WhatsApp en espace de discussion ultra privé avec son intelligence artificielle.

Le groupe vient d'annoncer l'arrivée d'un mode "Incognito" pour Meta AI sur WhatsApp.

Une fonction qui promet quelque chose d'assez inédit dans le monde des chatbots : des conversations totalement confidentielles, que même Meta ne pourrait pas lire lorsque ce mode est activé.

Oui, l'idée est un peu folle. Une IA à qui l'on pourrait poser des questions sensibles, parler d'un problème personnel, demander conseil sur l'argent, le travail ou même ses émotions... sans craindre d'être observé par la plateforme.

Une IA qui débarque dans nos conversations les plus perso

Depuis quelques années, parler à une intelligence artificielle est devenu presque banal.

Certains demandent des recettes, d'autres des idées de messages, des conseils pour un entretien ou même des astuces pour gérer leur stress. Petit à petit, les IA ont quitté le monde "tech" pour entrer dans le quotidien.



Et Meta semble avoir compris une chose importante : les utilisateurs veulent des outils utiles, mais aussi rassurants. Parce qu'aujourd'hui, beaucoup restent méfiants quand il s'agit de leurs données personnelles. Entre les pubs qui semblent lire dans nos pensées et les applis qui savent tout de nos habitudes, la confidentialité est devenue un vrai sujet.

Avec ce mode "Incognito", Meta tente donc un nouveau pari : faire de la discrétion un argument séduisant.

L'entreprise affirme que les conversations privées avec Meta AI seront traitées dans un environnement sécurisé auquel elle n'aura pas accès. En clair, les échanges resteraient visibles uniquement par l'utilisateur.

De quoi attirer ceux qui hésitaient encore à discuter avec une IA.

WhatsApp devient plus qu'une simple messagerie

Ce qui est intéressant dans cette histoire, ce n'est pas seulement la technologie. C'est surtout l'évolution de notre rapport aux applications. WhatsApp n'est plus juste un outil pratique. C'est devenu un espace émotionnel.

On y raconte ses journées, ses galères,

A portrait of Nisrine Zaouadi, a woman with long dark hair, wearing a dark pinstriped blazer, with her arms crossed. The background is a blurred green and white pattern.

Nisrine Zaouadi

ses angoisses, ses coups de cœur. Certains y passent des heures à envoyer des vocaux interminables ou à demander conseil à leurs proches avant de prendre une décision importante. Alors voir une IA débarquer dans cet univers intime n'est finalement pas si surprenant.

Meta prépare même une autre fonction encore plus futuriste : une IA capable d'aider les utilisateurs directement dans leurs conversations avec d'autres personnes.

L'assistant pourrait proposer des réponses, reformuler un message délicat ou aider à mieux communiquer, tout en promettant de préserver la confidentialité des échanges.

Imaginez recevoir de l'aide pour répondre à un message gênant sans quitter votre conversation. Pratique ? Peut-être. Un peu inquiétant aussi.

La nouvelle mode : parler à une machine comme à un ami ?

Cette évolution dit quelque chose de notre époque. Beaucoup cherchent aujourd'hui des espaces où parler librement, rapidement, sans jugement. Et les IA remplissent parfois ce rôle étrange de confident numérique disponible 24h/24.

Évidemment, cela soulève aussi des questions. Peut-on vraiment faire confiance à une entreprise comme Meta quand elle promet le secret absolu ? Est-ce qu'on finira par raconter davantage de choses à une IA qu'à certains humains ?

Pour l'instant, le mode "Incognito" de Meta AI ressemble surtout à une tentative de rendre l'intelligence artificielle plus humaine, plus intime et moins froide.

Et vu notre dépendance aux applis de messagerie, il y a fort à parier que beaucoup testeront cette nouveauté... juste "par curiosité". Avant de finir par raconter toute leur vie à leur téléphone.

Casablanca Broadcast Days 2026 : le rendez-vous AV à ne pas manquer les 9 et 10 juin

Les Casablanca Broadcast Days reviennent les 9 et 10 juin 2026 pour une nouvelle édition placée sous le thème : « Les grands chantiers AV structurants du Maroc ». L'événement, organisé par NYA, se tiendra au DoubleTree by Hilton – Avenue Pasteur, Casablanca, avec l'ambition de réunir les professionnels de l'audiovisuel, du broadcast, de la production, de l'intégration technique et des solutions AV autour des transformations majeures du secteur.

Un salon orienté projets, technologies et infrastructures

Après une édition 2025 déjà marquée par les enjeux de transition numérique, de cloud, de 5G, d'IP broadcast et de nouveaux usages média, l'édition 2026 semble franchir un cap plus stratégique. Le thème retenu inscrit clairement l'événement dans la dynamique des grands projets marocains à l'horizon 2030 : infrastructures sportives, salles de spectacle, studios, espaces hybrides, équipements institutionnels, broadcast public et privé, affichage professionnel, audio, vidéo, streaming et solutions de diffusion.

Le programme annoncé met l'accent sur une question centrale : comment les technologies audiovisuelles accompagneront-elles les grands chantiers du Maroc dans les prochaines années ?

Le 9 juin, la journée débutera à 9h00 par un petit-déjeuner d'accueil, avant la cérémonie d'ouverture prévue à 10h00. À 11h00, une conférence sera consacrée aux « Projets d'infrastructure AV au Maroc à l'horizon 2030 », un thème qui devrait intéresser aussi bien les décideurs publics que les acteurs privés du secteur. L'ouverture de l'espace exposition est prévue à 14h00, avec une fermeture du salon à 18h00.

La deuxième journée, le 10 juin, sera davantage orientée vers les ateliers pratiques. Après le petit-déjeuner d'accueil à 9h00, plusieurs workshops se succéderont tout au long de la journée : Workshop 1 à 10h00, Workshop 2 à 11h00, Workshop 3 à 12h00, pause à 13h00, puis Workshops 4, 5 et 6 entre 14h00 et 16h00. L'espace exposition restera ouvert, avant la clôture prévue à 18h00.

Les grands chantiers AV du Maroc : Des marques internationales au rendez-vous

Le plan d'exposition confirme la présence de nombreux acteurs internationaux et spécialisés du secteur.

Parmi les marques annoncées figurent notamment Sony, Canon, Riedel, Shure, Extron, Logitech, Focal, Focusrite, Panasonic Connect, Allen & Heath, Sennheiser, Bosch, Netgear AV, Kramer, Aputure, Blackmagic, Ross, TVU, WinMedia, Lawo, Luminex, Prolights, Manfrotto et plusieurs autres exposants.

CASABLANCA
bd
Broadcast Days
<https://www.broadcastdays.com>

9 – 10 JUN 2026
9 – 10 JUNE 2026

DOUBLE TREE
By Hilton
Avenue Pasteur
Casablanca
Maroc

An event by
nya

Thème 2026 Theme
Les grands chantiers AV structurants du Maroc
Major AV projects shaping Morocco

Gold Partners
TANITWEB
ARTI

Media Partners
LE MEDIA
SAU
THE AFRICA...
Iveair Media
LALITRE PRO
REDTECH

Exposants Exhibitors

winMedia LUMINEX HAKUBA ABBEL SONY Panasonic Telinec Harmonic CineStream
ALIBABEN XILICA logitech Aputure FOCAL INNOGENE FOCAL Inconnu FENIXES CANON ARAY
Unikandy INNOGENE FOCAL Inconnu FENIXES CANON ARAY
Focusrite BOSCH Moushata Thelme Inconnu Inconnu
DUTELSAT INTRAK GENLEC Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu
Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu
Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu Inconnu

Cette diversité illustre l'élargissement du marché AV marocain, qui ne se limite plus aux équipements classiques de diffusion. Il touche désormais les environnements connectés, les systèmes IP, les salles de conférence hybrides, la captation multicaméra, l'audio professionnel, l'éclairage, l'intégration broadcast, le streaming, la postproduction et la gestion de contenus.

June 9 Juin		June 10 Juin	
09:00	Petit déjeuner Welcome breakfast	09:00	Petit déjeuner Welcome breakfast
10:00	Cérémonie d'ouverture Opening ceremony	10:00	Workshop 1 
11:00	Conférence Conference Projets d'infrastructure AV au Maroc à l'horizon 2030 AV infrastructure projects in Morocco by 2030	11:00	Workshop 2 
12:00		Workshop 3 	
13:00	Ouverture exposition Exhibition area opening	13:00	Pause Off time
14:00		Workshop 4	
15:00		Workshop 5	
16:00		Workshop 6	
18:00	Fermeture du salon Closure of the show	18:00	Fermeture du salon Closure of the show

En choisissant Casablanca, les Broadcast Days confirment aussi la place de la métropole comme carrefour professionnel pour les métiers de l'image, du son et de la diffusion. Le Maroc entre dans une phase où les besoins audiovisuels ne concernent plus seulement les chaînes de télévision ou les radios. Ils touchent les stades, les universités, les entreprises, les collectivités, les centres de conférence, les lieux culturels, les hôtels, les événements sportifs et les plateformes numériques.

À l'approche des grandes échéances nationales et internationales, le secteur AV devient un maillon discret mais essentiel de la modernisation du pays. Sans infrastructure audiovisuelle solide, pas d'événement bien produit, pas de diffusion fluide, pas d'expérience immersive, pas de communication efficace.

Informations pratiques

-  Dates : 9 et 10 juin 2026
-  Lieu : DoubleTree by Hilton, Avenue Pasteur, Casablanca
-  Thème : Les grands chantiers AV structurants du Maroc
-  Site : broadcastdays.com

Les Casablanca Broadcast Days 2026 s'annoncent ainsi comme un rendez-vous technique, professionnel et stratégique pour comprendre comment l'audiovisuel accompagnera les grands projets du Maroc à l'horizon 2030.

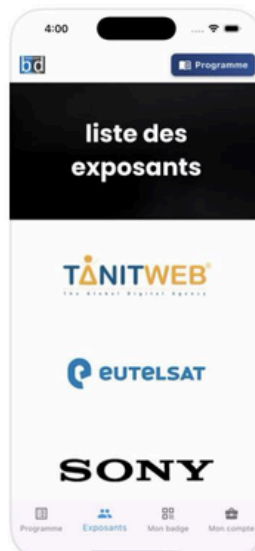
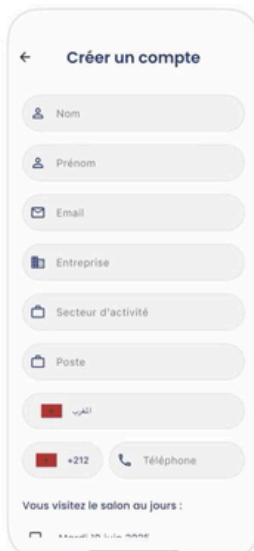
Téléchargez l'application sur votre smartphone et activez votre badge d'accès électronique



Broadcast Days
Économie et entreprise



TANIT WEB Économie et entreprise



Téléchargez l'application sur votre smartphone et activez votre badge d'accès électronique

LODJ



PARTENAIRE MEDIA

SALON AUDIOVISUEL DE RÉFÉRENCE AU MAROC



09 – 10 JUIN 2026



CASABLANCA, MOROCCO



Inscriptions ouvertes au :

www.broadcastdays.com



@lodjmarocofficiel

By Lady



iMAG
By Lady

09/25

CRITIQUE
"L'Intelligence économique et IA au Maroc" : un livre ambitieux, mais un diagnostic qui manque de terrain

ENTRETIEN
avec l'auteur de "L'Intelligence Économique et l'Intelligence Artificielle au service au Maroc"

IA ET EMPLOI
LE MAROC FACE À L'ICEBERG INVISIBLE DES MÉTIERS QUI BASCULENT

00 : 00 N

IMAGINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK 1 version non-commerciale

iMAG

